

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 4002

29 décembre 2014

### SOMMAIRE

A.07 Peintures Guy Rollinger .....	192051	MBG Luxco S.a.r.l. ....	192096
Banque Havilland S.A. ....	192052	NW Europe Holdings S.à r.l. ....	192096
Bocampton International S.A. SPF .....	192053	Partners Group Private Markets S.C.A., SI- CAV-SIF .....	192057
Boulden International S.à r.l. ....	192053	Peinture Yves Braun .....	192054
Bureau d'Architecture Serge Bonifas S.à r.l. ....	192053	Petrodiff g.m.b.h. ....	192050
Cantarellus S.A. ....	192053	Pixcell S.à r.l. ....	192055
CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l. ....	192052	Prada Holding S.à r.l. ....	192081
Celeno International S.A. ....	192054	Prelude Immeubles S.A. ....	192054
Celeste Shoes s.à r.l. ....	192054	Provimentum III S.A. ....	192050
Charles de Luxembourg .....	192054	QUEBEC Holding (Luxembourg) S.à r.l. .....	192050
Crystal Carmine S.A. ....	192092	Real Food International S.à r.l. ....	192056
DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à r.l. .....	192089	Reiff Masutt S.A. ....	192051
European Real Estate Senior Debt 1 S.à r.l. .....	192055	REL (First) Investment S.A. ....	192051
Font First Management S.à r.l. SPF .....	192056	REL Lux S.A. ....	192051
GEE Hospitality Group S.A. ....	192056	RFH S.à r.l. ....	192050
GIM Strategische Investition VI S.à r.l. ..	192051	Roona S.à r.l. ....	192075
Gipafin S.à r.l. ....	192081	RWM Luxoil SA .....	192055
GSGA II Real Estate S.à r.l. ....	192066	Santana S.A. SPF .....	192095
Home Invest Realisation S.à r.l. ....	192052	Sapam S.A. ....	192050
I.34 Niedercorn S.à r.l. ....	192051	SELP (Kapellen) S.à r.l. ....	192055
I.F.F.A. S.A. ....	192052	SELP (MG Logistik) S.à r.l. ....	192055
Immosolutions S.à r.l. ....	192052	Setrinx S.A. ....	192066
iptiQ Insurance S.A. ....	192053	SIPL Partner 10 S.à r.l. ....	192056
Keystone & Partners Real Estate S.A. ...	192066	Yellow Mountain S.à r.l. ....	192085

**Provimentum III S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.  
R.C.S. Luxembourg B 132.858.

Je vous prie d'accepter par la présente ma démission en tant qu'administrateur et administrateur-délégué de la société PROVIMENTUM S.A. avec effet immédiat.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> décembre 2014.

Alexander MAYER-GROTH.

Référence de publication: 2014195348/10.

(140217607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Petrodiff g.m.b.h., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9764 Marnach, 21, Marbuengerstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 146.771.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195370/10.

(140218312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**RFH S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 123.081.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014195429/12.

(140217811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**Sapam S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 83.673.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2014.

Signatures

Un mandataire

Référence de publication: 2014195469/12.

(140218279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**QUEBEC Holding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.  
R.C.S. Luxembourg B 134.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Schuttrange, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195407/10.

(140217814) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**REL (First) Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 129.471.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195423/10.

(140218103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**Reiff Masutt S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9764 Marnach, 21, Marburgerstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 95.917.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195422/10.

(140218309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**REL Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.  
R.C.S. Luxembourg B 129.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195424/10.

(140218104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**I.34 Niedercorn S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. A.07 Peintures Guy Rollinger).**

Siège social: L-3980 Wickrange, 7, rue des Trois Cantons.  
R.C.S. Luxembourg B 46.348.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange.

Carlo GOEDERT

Notaire

Référence de publication: 2014195979/12.

(140218445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

**GIM Strategische Investition VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.  
R.C.S. Luxembourg B 180.070.

Les statuts coordonnés suivant le répertoire n° 2036 du 26 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce  
et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jean-Paul MEYERS

Notaire

Référence de publication: 2014195943/12.

(140218506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

**Immosolutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7473 Schoenfels, 4A, rue du Village.  
R.C.S. Luxembourg B 100.589.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195982/10.

(140218618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

---

**I.F.F.A. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8287 Kehlen, 10, Zone Industrielle.  
R.C.S. Luxembourg B 51.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour I.F.F.A. S.A.*

Référence de publication: 2014195978/10.

(140219347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

---

**Home Invest Realisation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7556 Mersch, 9, place Saint Michel.  
R.C.S. Luxembourg B 101.515.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour HOME INVEST REALISATION S. à r.l.*

Référence de publication: 2014195974/10.

(140219233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

---

**CBRE Global Investors Open-Ended GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 141.331.

Les comptes annuels pour la période du 1<sup>er</sup> décembre 2013 au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

*Pour la société*

Référence de publication: 2014196600/12.

(140219464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

---

**Banque Havilland S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 35A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 147.029.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher.

Jacques CASTEL

*Notaire*

Référence de publication: 2014196547/12.

(140219813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

---

**iptiQ Insurance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 184.298.

Les statuts coordonnés au 26 novembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

*Notaire*

Référence de publication: 2014196488/12.

(140219931) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

**Bocampton International S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 39.676.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2014196562/10.

(140219987) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

**Cantarellus S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 191.248.

Les statuts coordonnés au 13/11/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13/11/2014.

Me Cosita Delvaux

*Notaire*

Référence de publication: 2014196584/12.

(140219606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

**Boulden International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5691 Ellange, 27, Z.A.E. Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 165.503.

Le bilan et l'annexe légale de l'exercice au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196550/10.

(140220098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

**Bureau d'Architecture Serge Bonifas S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-8391 Nospelt, 15, rue des Fleurs.

R.C.S. Luxembourg B 131.350.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2014.

Signature.

Référence de publication: 2014196577/10.

(140219895) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

**Celeno International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 149.992.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 9 décembre 2014.

Référence de publication: 2014196601/10.

(140220039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

---

**Celeste Shoes s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4437 Soleuvre, 197, rue de Differdange.  
R.C.S. Luxembourg B 176.910.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CELESTE SHOES S.à r.l.

Référence de publication: 2014196602/10.

(140219799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

---

**Charles de Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2157 Luxembourg, 2, rue Mil Neuf Cents.  
R.C.S. Luxembourg B 166.179.

Les comptes annuels du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014196604/10.

(140220069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 décembre 2014.

---

**Prelude Immeubles S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 95.709.

*Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration en date du 1<sup>er</sup> décembre 2014*

Le conseil d'administration a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions d'administrateur B.

*Pour la société  
Un administrateur*

Référence de publication: 2014196264/12.

(140219205) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

---

**Peinture Yves Braun, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2355 Luxembourg, 29A, rue du Puits.  
R.C.S. Luxembourg B 40.294.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09/12/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl  
Luxembourg

Référence de publication: 2014196251/12.

(140218509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

---

**SELP (MG Logistik) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.312.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014196337/12.

(140219112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

**SELP (Kapellen) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.600,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 177.316.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014196338/12.

(140219113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

**Pixxell S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1922 Luxembourg, 22, rue Auguste Laval.

R.C.S. Luxembourg B 82.279.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195379/10.

(140218340) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**RWM Luxoil SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-9806 Hosingen, 1, Zac Happerfeld.

R.C.S. Luxembourg B 94.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195437/10.

(140218311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**European Real Estate Senior Debt 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J. F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 190.283.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 69787 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014195448/10.

(140217276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**Real Food International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 110.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 156.467.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195414/10.

(140217503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**SIPL Partner 10 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 187.675.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 décembre 2014*

En date du 2 décembre 2014, l'associé unique de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Madame Catherine KOCH, actuellement gérant de catégorie C de la Société, en tant que gérant de catégorie B de la Société, avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Jeffrey H. MILLER, gérant de catégorie A

- Monsieur Andrew HUDSON, gérant de catégorie B

- Monsieur Tony WHITEMAN, gérant de catégorie B

- Madame Catherine KOCH, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

SIPL Partner 10 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014195493/21.

(140218229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**GEE Hospitality Group S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 136.782.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GEE HOSPITALITY GROUP S.A.

Signatures

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2014195930/12.

(140219212) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.

**Font First Management S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 177.471.

Le bilan de liquidation au 17 novembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014195882/11.

(140218440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 décembre 2014.



**Partners Group Private Markets S.C.A., SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 192.821.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of December.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

1. Partners Group Management III S.à r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of Luxembourg with its registered office at 2, Rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 163.994, represented by Mrs Arlette Siebenaler, employee, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a proxy dated December 1, 2014; and

2. Partners Group Finance EUR IC Limited, Tudor House, Le Bordage, St. Peter Port, GY1 6BD Guernsey, represented by Mrs Arlette Siebenaler, prenamed, pursuant to a proxy dated December 1, 2014.

The proxies signed *ne varietur* by all the appearing parties and the undersigned notary, shall remain annexed to this document to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to state as follows the articles of association of a société en commandite par actions which they form between themselves:

**Art. 1. Establishment.** There exists among the subscribers and all those who become owners of Shares hereafter issued, a company in the form of a société en commandite par actions with variable capital organised as a "société d'investissement à capital variable" qualifying as a "fonds d'investissement spécialisé" under the name of "Partners Group Private Markets S.C.A., SICAV-SIF" (the "Fund"), governed by the Luxembourg law of 10 August 1915 relating to commercial companies, as amended (the "1915 Law"), the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as may be amended (the "2007 Law") and the present articles (the "Articles").

**Art. 2. Term.**

(a) The Fund is established for an unlimited duration.

(b) The Fund shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the Shareholders.

(c) The Fund shall not come to an end in the event of the resignation, removal, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The meeting of Shareholders may appoint an interim manager, who need not be a Shareholder, subject to the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier.

(d) The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Fund and in case of a decision to continue the Fund's activities, the appointment of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene a general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Article 14 below.

(e) The interim manager shall be liable only for the performance of his mandate.

**Art. 3. Purpose.**

(a) The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets.

(b) The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the accomplishment and development of its purpose including (i) to borrow in any form and (ii) to grant guarantees by way of mortgage, charge, pledge, assignment of a security interest or otherwise in all or any of its assets including Remaining Commitments (including for the avoidance of doubt any of the claims) of the Fund to secure the obligations of the Fund towards its Shareholders or third parties each time to the full extent permitted by the 2007 Law, provided that the other provisions of these Articles will be complied with.

**Art. 4. Registered Office.** The registered office of the Fund is established in Luxembourg City, in the Grand-Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established in Luxembourg by resolution of the General Partner. The General Partner may decide to transfer the registered office to any other place within the municipality of Luxembourg City.

**Art. 5. Share Capital.**

(a) The share capital of the Fund shall be represented by Shares without nominal value and shall at all times be equal to the Fund's total net assets.

(b) The Fund is incorporated with a share capital of thirty three thousand Euro (EUR 33,000).

(c) The General Partner may delegate to any duly authorized officer of the Fund or to any other duly authorized person, the duty of accepting subscriptions and of delivering and receiving payment for Shares issued.

(d) The share capital of the Fund shall be represented by the following classes of Shares:

(i) Ordinary Shares issued, generally for a subscription price of one thousand Euro (EUR 1,000); and

(ii) General Partner Shares issued to the General Partner, generally for a subscription price of one Euro cent (EUR 0.01).

(e) No preferential subscription rights are granted.

(f) The General Partner may fully or partially return to Shareholders the amounts paid in connection with the subscription of Shares, provided that such amounts may be callable at times and under the conditions determined by the General Partner.

(g) The total amounts contributed to the Fund by a Shareholder are referred to as "Contributions".

(h) The dates of the share offerings for the admission of additional Investors (each a "Share Offering") are set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

(i) The minimum capital, as defined in the 2007 Law, which must be achieved within twelve months after the date on which the Fund has been authorised as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé under Luxembourg law, shall be one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000).

#### **Art. 6. Sub-Funds.**

(a) The Fund is composed of one or more sub-funds (collectively the "Sub-Funds" and individually a "Sub-Fund"), in accordance with article 71 of the 2007 Law, each of them constituting a distinct pool of assets, managed in the exclusive benefit of the Shareholders of the relevant Sub-Fund. A first Sub-Fund will be launched by no later than twelve (12) months from the date of establishment of the Fund. The name of each Sub-Fund shall comprise the first part of the name of the Fund, followed by the denomination determined at the discretion of the General Partner.

(b) The General Partner may, at any time, establish additional Sub-Fund(s) and determine the name and specific features thereof (including, but not limited to investment objectives, policy, strategy and/or restrictions, specific fee structure, reference currency) as further set out in the Prospectus of the Fund, as amended and updated from time to time and which shall be fully described in the relevant supplement to the Prospectus (the "Sub-Fund Specifications"), which forms an integral part of the Prospectus for purposes of the relevant Sub-Fund.

(c) The Fund is one single legal entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code and in accordance with the provisions of article 71 of the 2007 Law, the assets of any given Sub-Fund are only available for the satisfaction of the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Sub-Fund. Amongst Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

**Art. 7. Classes of Shares.** The General Partner may, at any time, issue different classes of Shares (collectively the "Classes" and individually a "Class") in respect of each Sub-Fund, which may carry different rights and obligations inter alia with regard to Eligible Investors, income and profit entitlements, redemption features, reporting obligations and/or fee and cost features as described in the Sub-Fund Specifications.

#### **Art. 8. The General Partner.**

(a) The "associé-gérant-commandité" of the Fund shall be Partners Group Management III S.à r.l., a company organised under the laws of Luxembourg (the "General Partner").

(b) The General Partner is jointly and severally liable for all liabilities to third parties which cannot be met out of the assets of the Fund. The General Partner shall not be liable on its own assets for the payment of (i) any distributions to Shareholders or (ii) the return of Contributions to Investors.

#### **Art. 9. Liability of Investors and Disclosure to Investors.**

(a) The Investors are not permitted to act on behalf of the Fund in any manner or capacity other than by exercising their rights at Shareholder meetings.

(b) The Investors shall be solely liable for payment to the Fund of (i) the subscription price on any Ordinary Shares and any Remaining Commitment, (ii) the return of distributions, (iii), if applicable, an Entry Charge and (iv) its obligation to pay withholding tax amounts where applicable.

(c) To the extent the Prospectus will not directly include the information to be provided to Investors, particularly pursuant to Article 23 of the AIFMD respectively Article 21 of the 2013 Law, before they invest in the Fund, such information will be made available at the Fund's or the Manager's registered office and the Prospectus will indicate how and where the information can be obtained.

#### **Art. 10. Share Register.**

(a) All issued Shares of the Fund shall be recorded in the Shareholder register (the "Register"). The Register shall contain the name of each Shareholder, their residence, registered office or elected domicile, the number and class of Shares held, the amount paid in on the Shares, and the banking account details of the Shareholders.

(b) Until notices to the contrary have been received by the Fund, it may treat the information contained in the Register as accurate and up-to-date and may in particular use the inscribed addresses for the sending of notices and announcements and the inscribed banking account details for the making of any payments.

(c) The General Partner will appoint an entity responsible for the maintenance of the Register.

(d) Ordinary Shares are freely transferable to Eligible Investors in accordance with the provisions of the Prospectus. Their Remaining Commitment may be transferred to the extent the transferee is (i) creditworthy, as determined by the General Partner, and (ii) eligible in accordance with the provisions of the 2007 Law.

To the extent that, and as long as, a respective Interest is part of a German insurance company's or a German pension fund's "committed asset" ("Sicherungsvermögen") as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time ("Versicherungsaufsichtsgesetz") or "other committed asset" ("Sonstiges gebundenes Vermögen" as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time), such Interest shall not be disposed of without the prior written consent of the trustee ("Treuhand") appointed in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time, or by the trustee's authorized deputy.

However, notwithstanding the above, any Interest that is directly or indirectly held by a German insurance company or a German pension fund and that is part of their committed assets is freely transferable and such transfer will not require the approval of the General Partner provided the transferee is an Eligible Investor and executes the necessary documentation. Upon the transfer of any Interest that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German insurance company or German pension fund, the transferee shall accept and become solely responsible for all liabilities and obligations relating to such Interest held and the transferor shall be released from and shall have no further liability in respect of the Fund.

(e) Fractions of Shares may be issued up to three decimal places.

(f) Shares will only be issued as registered securities.

(g) Shares will be available in book-entry form. No certificates will be issued.

#### **Art. 11. Commitment.**

(a) Investors will irrevocably undertake to subscribe for Ordinary Shares in an amount as set out in the Subscription Agreement (each a "Commitment").

(b) The minimum Commitment to the Fund by an Investor will be one million Euro (EUR 1,000,000) although the General Partner reserves the right to admit Investors with lower Commitments.

(c) Unless provided otherwise in the Sub-Fund Specifications, the Commitment made by each Investor will be payable in instalments by subscribing for additional Shares in the Fund. Prior to each Contribution, the General Partner will issue a drawdown notice advising Investors of the portion of their Commitment required to be contributed to the Fund and the corresponding number of Shares that will be issued, whereupon such amount shall be payable within ten (10) calendar days, in cash denominated in Euro, and the relevant number of Shares shall be issued to Investors on a pro-rata basis (each such event of drawing down capital being a "Drawdown").

(d) Drawdowns will be made in proportion to the Commitment of each Investor, as needed to satisfy the capital requirements of the Fund's investments, to permit the payment of fees and expenses and any other obligations of the Fund and to maintain a reserve for the operating expenses of the Fund.

#### **Art. 12. Eligible Investor.**

(a) The General Partner on behalf of the Fund may, at its discretion, restrict or prevent the ownership of Shares in the Fund by any person, firm or corporate body.

(b) Only Eligible Investors are permitted to hold an Interest in the Fund.

(c) The General Partner may, at its discretion, delay the acceptance of any application for an Interest until such time as sufficient documentation has been provided verifying that the applicant qualifies as an Eligible Investor.

(d) If the Fund determines that an Investor is no longer an Eligible Investor or an Ordinary Shareholder (or, if the context so requires, the beneficial owner of the relevant Ordinary Shares) is not or no longer an Eligible Investor, or if the Investor/Ordinary Shareholder is in breach of its obligations, representations and warranties or fails to make such representations or warranties or fails to deliver information (for example as required under the United States Foreign Account Tax Compliance Act of 2010 or similar law) as the General Partner may require, the General Partner may implement option A) or B) at its sole discretion:

A). require/cause such Investor or Ordinary Shareholder to sell all or part of its Interest in accordance with the following provisions:

(i) the Fund shall serve a notice (the "Purchase Notice") upon the Investor, specifying the Interest to be purchased as aforesaid, the price to be paid for such Interest (the "Purchase Price"), and the place at which the Purchase Price in respect of such Interest is payable. Any such notice may be served upon such Investor by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such Investor at its last address known to or appearing in the Register. Immediately after the close of business on the date specified in the Purchase Notice, such Investor shall cease to be the owner of the Interest specified in such notice and its name shall be removed as to the respective Shares in the Register;

(ii) the Purchase Price of the Interest shall be an amount equal to 75% of the market value of the Investor's Interest, such value being determined by the General Partner obtaining price quote(s) within the market;

(iii) payment of the Purchase Price will be made to the owner of such Interest, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Purchase Notice) for payment to such owner. Upon deposit of such price as aforesaid the person specified in such Purchase Notice shall have no further interest in the Fund, or any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right to receive the price so deposited (without interest) from such bank; or

B). redeem Ordinary Shares from such Investor/Shareholder in accordance with provisions of Article 19.

(e) The exercise by the Fund of the powers conferred by this Article 12 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than as appeared to the Fund at the date of any Purchase Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith.

(f) In addition to any liability under applicable law, each Investor who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds an Interest, shall hold harmless and indemnify the Fund, the General Partner, the other Investors and Ordinary Shareholders and the Fund's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Investor had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or had failed to notify the Fund of its loss of such status.

#### **Art. 13. Annual General Meeting.**

(a) The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Fund or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the last Thursday of June at 11.45 a.m. (Luxembourg time). If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting of Shareholders shall be held on the preceding bank business day.

(b) Other Shareholder meetings may be held at such place and time as may be specified in the respective meeting notices.

#### **Art. 14. Shareholder Meetings.**

(a) All Shareholder meetings shall be presided over by the General Partner.

(b) Any duly convened Shareholder meeting shall represent the entire body of Shareholders. It shall have the broadest power to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund.

(c) A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by:

(i) appointing another person as its proxy in writing, or

(ii) providing written confirmation to the General Partner instructing the manner in which it elects to vote on respective agenda points provided that the written voting bulletins include (1) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (2) the indication of the Shares for which the Shareholder will exercise such right, (3) the agenda as set forth in the convening notice and (4) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. The original voting bulletins must be received by the Fund 24 hours before the relevant Shareholder meeting.

(d) Each General Partner Share and each Ordinary Share carries one vote at all Shareholder meetings.

(e) All Shares will vote as one class unless otherwise required by law or provided in these Articles.

(f) Except as otherwise required by law or provided in these Articles, resolutions at a Shareholder meeting (a "Shareholder Resolution") shall require the approval of:

(i) a simple majority of the votes cast by the Shareholders present or represented, and

(ii) the General Partner.

(g) The General Partner shall provide at least 8 days prior notice of any Shareholder meeting as required under Luxembourg law.

(h) The General Partner may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to take part in any Shareholder meeting.

(i) Votes cast as used in these Articles shall not include votes attaching to Shares in respect of which a Shareholder has not taken part in the vote or has abstained or has returned a blank or invalid vote.

(j) The General Partner is obliged to convene a Shareholder meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing 10% of the Fund's capital require so in writing with an indication of the agenda.

#### **Art. 15. General Partner Powers.**

(a) The General Partner has the broadest power to perform all acts of administration and disposition of the Fund and to investigate, pursue and conclude transactions.

(b) All powers that are not reserved by law or these Articles to the general meeting of Shareholders are within the powers of the General Partner.

(c) The General Partner shall determine the investment policy and the borrowing policy of the Fund, subject to the restrictions established by (i) Luxembourg law, (ii) regulatory authorities, and (iii) these Articles.

(d) The General Partner is authorized to borrow on behalf of the Fund.

The General Partner shall only utilize borrowings in accordance with applicable laws and regulations and subject to rates commercially available for such borrowing, subject to the following:

(i) Subject to Article 15(d)(ii) below, the Manager may cause the Fund to undertake borrowing for a specific Sub-Fund only within the guidelines set forth in the Sub-Fund Specifications.

(ii) To the extent there are Shareholders who are subject to the German Insurance Supervisory Act provisions, then the General Partner shall not, after the final Share Offering of the respective Sub-Fund, cause the Fund to undertake any borrowing except for short-term borrowing (i.e. up to one year) in an amount that exceeds 10% of the net asset value of the Fund.

(e) Pursuant to the AIFMD and the 2013 Law, the General Partner may appoint (i) service providers as permitted by applicable rules and regulations, (ii) a Luxembourg or foreign alternative investment fund manager authorised pursuant to the AIFMD and the 2013 Law. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Fund. Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 21, paragraph 11 (d) (ii), of the AIFMD respectively Article 19, paragraph (11) (d) (ii) of the 2013 Law, the Fund's depository may discharge itself of liability provided that the conditions laid down in article 21, paragraph 14, of the AIFMD respectively Article 19, paragraph (14) of the 2013 Law are met. Information regarding any discharge by the depository of its liability, as well as any material change to this information, will be disclosed or made available to Investors in accordance with Article 9(c) of these Articles and to the extent required by applicable laws and regulations. The General Partner may enter into agreements with such persons or companies for the provision of their services, the delegation of powers to them, and the determination of their remuneration to be borne by the Fund. Where the law of a non-EU member country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in article 21, paragraph 11 (d) (ii), of the AIFMD, the Fund's depository can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in article 21, paragraph 14, of the AIFMD are met.

(f) The General Partner may for each Sub-Fund establish an advisory board ("Advisory Board") that will be responsible for certain matters relating to the respective Sub-Fund referred to it by the General Partner such as risk management and conflicts of interest.

(g) The General Partner may at any time decide to proceed to the listing of the Ordinary Shares of one or more Sub-Funds on any stock exchange or market. Should the General Partner proceed with a listing, the Prospectus will, to the extent required, be updated.

**Art. 16. Due Authorisation.** The Fund shall be bound by the joint signatures of any duly authorised directors or officers of the General Partner or by the signature of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner.

**Art. 17. Exculpation & Indemnification.**

(a) No Indemnified Party (as defined below) shall be liable to the Fund or any Investor for any act or omission taken or suffered by such Indemnified Party in the reasonable belief that such act or omission is or is not, contrary to the best interests of the Fund and is within the scope of authority granted to such Indemnified Party, provided that such acts or omissions do not constitute gross negligence or a material violation of such Indemnified Party's obligations to the Fund.

(b) To the fullest extent permitted by law, the Fund shall indemnify and hold harmless the General Partner, the Manager or their affiliates, and any of their respective employees, officers, directors, agents, controlling persons or representatives (each an "Indemnified Party") from and against any and all claims, liabilities, damages, losses, costs and expenses (including amounts paid in satisfaction of judgments, in compromises and settlements, as fines and penalties and legal or other costs and expenses of investigating or defending against any claim or alleged claim) of any nature whatsoever, known or unknown, liquidated or unliquidated (collectively "Losses"), that are incurred by any Indemnified Party and arise out of or are related to the affairs or activities of the Fund, including acting as a director of a target company, or the performance by such Indemnified Party of any of its responsibilities hereunder or otherwise in connection with being or having been a director or officer of the Fund; provided that an Indemnified Party shall not be entitled to indemnification hereunder to the extent it is determined by any court or governmental body of competent jurisdiction that such Losses resulted directly from the Indemnified Party's gross negligence, wilful misconduct, or material breach of a material term of the Articles provided that such right of indemnification shall be reinstated in the event of such determination being reversed (Losses shall also include all costs and expenses incurred by the Indemnified Party in connection with obtaining a reversal of such determination).

(c) The right of any Indemnified Party to the indemnification provided herein shall be cumulative of, and in addition to, any and all rights to which such Indemnified Party may otherwise be entitled by contract or as a matter of law or equity and shall extend to such Indemnified Party's successors, assigns and legal representatives.



(d) Any Indemnified Party shall first seek to recover under any other indemnity or any insurance policies by which such Indemnified Party is indemnified or covered, as the case may be, but only to the extent that the indemnitor with respect to such indemnity or the insurer with respect to such insurance policy provides (or acknowledges its obligation to provide) such indemnity or coverage, as the case may be, on a timely basis. To the extent an Indemnified Party is indemnified pursuant to this Article 15 and subsequently recovers an amount in relation to the same matter from such indemnitor or insurer then such Indemnified Party shall account to the Fund for the amount so recovered after deduction of all costs and expenses incurred in procuring recovery and all taxes thereon. The Indemnified Party shall obtain the written consent of the General Partner prior to entering into any compromise or settlement which would result in an obligation of the Fund to indemnify such Indemnified Party.

**Art. 18. Contribution and Recontribution Obligations.**

(a) The Fund may require Investors to (i) make Contributions, and/or (ii) recontribute to the Fund amounts up to 50% of the aggregate distributions previously made to them less any amounts they have recontributed to the Fund, in order to satisfy indemnification or any other obligations of the Fund.

(b) All of the foregoing contribution or recontribution obligations shall continue until the liquidation of the Fund. The Fund may make provision in order to satisfy indemnification or other obligations of the Fund after the liquidation of the Fund.

**Art. 19. Share Redemption and Defaulting Investors.**

(a) Shareholders may redeem all or part of their Shares at NAV unless otherwise specified in the terms contained in the relevant Sub-Fund Specifications.

(b) A redemption of Shares at the discretion of the General Partner shall in particular be possible:

(i) in respect of the Shares issued in connection with the incorporation of the Fund;

(ii) for the purpose of temporarily returning to Shareholders a portion of the capital paid in connection with any Share Offering or Drawdown;

(iii) for the purpose of distributing proceeds from investments; and

(iv) in the situations detailed in Article 12(d).

(c) Shares will generally be redeemed for:

(i) the respective subscription price in relation to redemptions as set out in Article 19(b)(i) and (ii);

(ii) the latest reported Net Asset Value in relation to redemptions as set out in Article 19(b) (iii); and

(iii) 75% of the market value of Ordinary Shares, as determined by the Manager obtaining price quote(s) within the market, to be redeemed in relation to redemptions set out in Article 19(b)(iv).

(d) The General Partner shall retain flexibility in using the respective subscription price or the latest reported Net Asset Value, if deemed necessary and taking into account the interests of the Investors/ Shareholders.

(e) Redeemed Shares will be cancelled by the Fund.

(f) If at any time:

(i) any representation made by an Investor to the Fund in connection with the acquisition of Ordinary Shares by such Investor is determined by the General Partner not to be true and correct in any respect; or

(ii) an Investor does not fulfil its obligations towards the Fund and in particular where such Investor has committed to subscribe for further Ordinary Shares and fails to honour its commitment to make further Contributions within the timeframe required, then the General Partner has the authority in the absence of curing of the above defaults within a reasonable time period determined by the General Partner or as provided for in the Prospectus, to (A) suspend or terminate the pecuniary rights attached to all or part of the Ordinary Shares previously subscribed and paid for by the defaulting Investor, or (B) cause the sale and transfer to a new Investor of the Interest held by the defaulting Investor for a price equal to the Purchase Price as detailed in Article 12, or (C) reduce the Commitment of the defaulting Investor, or (D) withdraw the defaulting Investor's right to make Contributions or (E) apply any combination of the above or such other measure as it deems appropriate.

(g) Each Investor expressly acknowledges the strict default provisions in these Articles and that it has been accepted as an Investor in the Fund in reliance upon its agreement to the provisions of these Articles, and that where an Investor fails to fulfil its obligations to the Fund set out in Article 19 (f) (ii) then the General Partner may have no other option than to terminate a defaulting Investor's pecuniary rights in connection with its Ordinary Shares.

**Art. 20. Conversion of Shares.** The conversion of Ordinary Shares in a given Sub-Fund into Ordinary Shares of another Sub-Fund or the conversion (or switching) of Shares of one Class into another Class within the same Sub-Fund or of another Sub-Fund may be authorised on a Sub-Fund by Sub-Fund basis as well as on a Class by Class basis as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

**Art. 21. Net Asset Value of Shares.**

(a) The net asset value of Shares of the relevant Sub-Fund (the "Net Asset Value") shall be determined on each Valuation Day in accordance with this Article 18 and the Prospectus.

(b) The Net Asset Value in accordance with Lux GAAP using the valuation methods set out in the Sub-Fund Specifications shall be expressed as a per share figure and shall be determined by:

(i) first, establishing the value of assets less the liabilities of the relevant Sub-Fund (including any adjustments as considered by the Fund to be necessary or prudent);

(ii) second, allocating the portion of assets and liabilities to Shares of the respective Sub-Fund according to the aggregate Contributions of Shares of the respective Sub-Fund, adjusted as necessary to take into consideration any additional fees or distributions to which Shares of the respective Sub-Fund may be entitled; and

(iii) finally, dividing the total assets and liabilities allocated to Ordinary Shares of the respective Sub-Fund by the total number of Ordinary Shares of the respective Sub-Fund on the Valuation Day and dividing the total assets and liabilities allocated to General Partner Shares of the respective Sub-Fund by the total number of General Partner Shares of the respective Sub-Fund on the Valuation Day.

(c) The valuation of the Fund's assets and liabilities shall be determined in accordance with generally accepted valuation principles:

(i) liquid assets shall be valued at their face value with interest accrued;

(ii) investments in target funds shall be valued according to the most recent valuation report received from the general partners of the target funds adjusted for net capital activity; and

(iii) other investments and other property and assets of the Fund shall be valued according to the applicable accounting principles as set out in the Prospectus and/or Sub-Fund Specifications.

(d) The Manager is responsible for and will ensure that the valuation of the Fund's investments is performed appropriately and according to Lux GAAP. In any event, the valuation task will be independent from the portfolio management.

(e) The Net Asset Value for Shares will be made available to Shareholders at the registered office of the Fund within a period of time following the relevant Valuation Day as disclosed in the Prospectus.

(f) The determination of the Net Asset Value may be suspended during any period if, in the reasonable opinion of the General Partner, a fair valuation of the assets of the Fund is not practical for reasons beyond the control of the Fund pursuant to the provisions in the Prospectus.

#### **Art. 22. Accounting Year and Auditors.**

(a) The accounting year of the Fund shall begin on 1<sup>st</sup> January and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December of the same year, with the exception of the first accounting year which shall begin on the date of the incorporation of the Fund and shall terminate on the 31<sup>st</sup> December 2015.

(b) The annual general meeting of Shareholders shall appoint independent auditors.

(c) The accounts of the Fund shall be prepared in accordance with IFRS, the Luxembourg Generally Accepted Accounting Principles (Lux GAAP) or such other permitted accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the General Partner to be the most appropriate for the Fund. Subject to, and in compliance with, applicable laws and regulations, the General Partner is authorised to change the accounting standards and adopt new accounting standards accepted in Luxembourg and considered by the General Partner to be the most appropriate for the Fund, as described in the Prospectus. The accounting standards actually retained by the Fund will be disclosed or made available to Investors in accordance with Article 9(c) above.

#### **Art. 23. Distributions.**

(a) Any distributions shall be made in accordance with the provisions of these Articles and the Prospectus.

(b) Within the limits provided by law, distributions may be made at the discretion of the General Partner.

(c) The General Partner shall apply the distribution policy set out in the relevant Sub-Fund Specification.

(d) Distributions shall be paid in Euro or in the base currency of a Sub-Fund and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

(e) No distribution may be made which would result in the Net Asset Value of the Fund to fall below the minimum capital required by the 2007 Law, as set out in Article 5(i) above.

#### **Art. 24. Term, Liquidation and Merger of Sub-Funds.**

(a) The Sub-Funds may be created for any undetermined period or for a fixed period as provided for in the relevant Sub-Fund Specifications. In case a Sub-Fund is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the relevant Sub-Fund Specifications.

(b) The General Partner may also decide to liquidate one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund have decreased below, or have not reached, an amount determined by the General Partner to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation. All Shareholders will be notified by the Fund of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

(c) In the same circumstances as provided above, the General Partner may decide to terminate one Sub-Fund and contribute its assets into another existing or new Sub-Fund or into another collective investment vehicle. The General Partner may organise the amalgamation of two or more Sub-Funds if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Sub-Funds. Affected Shareholders will be notified of any such decision and relevant information in relation to the new Sub-Fund. Notice will be provided at least one month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed, without any fees or costs, before the amalgamation is completed.

(d) Where assets are to be contributed to another collective investment vehicle, the amalgamation will be binding only on Shareholders in the relevant Sub-Fund who expressly consent to such amalgamation. Where the General Partner does not have the authority to do so or where the General Partner determines that the decision should be put to the Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Sub-Fund shall instead be taken at a general meeting of Shareholders of the relevant Sub-Fund. In such an event, the general meeting of Shareholders of the Sub-Fund shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50 % of the Shares represented at such general meeting of Shareholders. Shareholders will be notified by the Fund of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund in order to enable Shareholders to request redemption or conversion of their Shares, without any fees or costs, before the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund takes place.

(e) As soon as the decision to liquidate or merge a Sub-Fund is taken, the issue of Shares in such Sub-Fund is prohibited and shall be deemed void.

**Art. 25. Dissolution and Liquidation of the Fund.**

(a) The Fund may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders resolving in the conditions prescribed for the amendment of these Articles. The Fund shall also be dissolved upon dissolution of the last existing Sub-Fund.

(b) Whenever the share capital falls below two thirds of the minimum capital indicated in Article 5(i) above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to a general meeting of Shareholders by the General Partner. In such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 50 % of the Shares represented at such general meeting of Shareholders.

(c) Whenever the share capital falls below one quarter of the minimum capital indicated in Article 5(i) above, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to a general meeting of Shareholders by the General Partner. In such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of Shareholders holding 25 % of the Shares represented at such general meeting of Shareholders.

(d) Where the holding of a general meeting of Shareholders is required in accordance with Article 25(b) above or Article 25(c) above, such general meeting of Shareholders must be convened so that it is held within a period of forty days from the assessment that the net assets of the Fund have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum, as the case may be.

(e) In the event of dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the general meeting of Shareholders deciding on such dissolution and subject to the approval of the CSSF. The operations of liquidation will be carried out pursuant to Luxembourg applicable laws.

(f) The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to Shareholders of the relevant Sub-Fund pursuant to the rules set forth in Article 23.

(g) The net proceeds may be distributed in kind.

**Art. 26. Consolidation/Splitting of Shares.** Save as otherwise provided in the Sub-fund, the General Partner may consolidate Shares of different Classes within a Sub-Fund or split the Shares of a Sub-Fund into two or more different Classes. A consolidation or split may also be resolved by a general meeting of Shareholders of the Sub-Fund concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present or represented.

**Art. 27. Amendment to Articles.** Subject to the prior approval by the Luxembourg supervisory authority, these Articles may be amended from time to time by Shareholder Resolution taken under the conditions provided in articles 103 (and the following related articles) and article 67-1 of the 1915 Law. In addition, any proposed amendment to these Articles will become valid and effective only if separately approved by a simple majority of the votes cast by the Ordinary Shares present or represented.

**Art. 28. Governing Regulation.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the 1915 Law and the 2007 Law.

**Art. 29. Definitions.** These definitions form an integral part of the Articles.

2013 Law

the Luxembourg law dated 12 July 2013 on alternative investment fund managers;



AIFMD	Directive 2011/61/EU of the European Parliament and of the Council of 8 June 2011 on Alternative Investment Fund Managers and amending Directives 2003/41/EC and 2009/65/EC and Regulations (EC) No 1060/2009 and (EU) No 1095/2010.
Eligible Investors	Pursuant to article 2 of the 2007 Law, either a) professional or institutional investors, or b) other investors who confirm in writing that they adhere to the status of well-informed investors within the meaning of the 2007 Law and who either invest or are committed to invest a minimum of 125,000 EUR in the Fund or have been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC certifying such investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in the Fund or c) a person taking part in the management of the Fund. A U.S. Person is prohibited from acquiring Shares in the Fund.
Entry Charge	A charge which may be levied on an Investor admitted to the Fund subsequent to the initial Share Offering.
General Partner Share	A share issued by the Fund that has been subscribed to by the General Partner.
IFRS	International Financial Reporting Standards as adopted by the European Union.
Interest	An Investor's interest in the Fund being its rights and obligations in connection with any Ordinary Shares held and its related Remaining Commitment.
Investor(s)	The investors who have acquired or have committed to acquire Ordinary Shares in accordance with a Subscription Agreement. For the avoidance of doubt, any affiliate of the General Partner who has acquired or has committed to acquire Ordinary Shares shall be deemed an Investor.
Manager	The Fund's alternative investment fund manager within the meaning of the AIFMD and the 2013 Law.
Ordinary Shares	Shares in a Sub-Fund that has been subscribed to by an Investor.
Ordinary Shareholder	The holder of Ordinary Shares in a Sub-Fund.
Prospectus	The most up-to-date version of the prospectus of the Fund published in accordance with the 2007 Law, including the relevant Sub-Fund Specifications as amended from time to time.
Remaining Commitments	The excess of (i) an Investor's Commitment over (ii) the aggregate amount of such Investor's Contributions (net of Contributions refunded pursuant to Article 19(b)(ii)).
Shares	The registered Share(s) of no par value in issue of any Class and in any Sub-Fund.
Shareholders	The holders of Shares in the Fund or a Sub-Fund recorded as such in the Fund's register of Shareholders.
Sub-Fund	A sub-fund of the Fund.
Subscription Agreement	The agreement the Fund entered into with each of the Investors in connection with the commitment to subscribe for a certain number of Ordinary Shares.
U.S. Person	Shall have the meaning ascribed in Regulation S, as amended from time to time, of the United States Securities Act of 1933, as amended (the "1933 Act") or as in any other Regulation or act which shall come into force within the United States of America and which shall in the future replace Regulation S or the 1933 Act.
Valuation Day	The last day of each month, provided that the Sub-Fund Specification may set forth another valuation day.

#### *Transitional provisions*

1. The first accounting year of the Fund shall begin on the date of its incorporation and end on 31<sup>st</sup> December 2015.
2. Exceptionally, the first annual general meeting of the shareholders of the Fund will be held on the third Friday of May at 4.30 in the year 2016.

#### *Subscription and Payment*

Partners Group Management III S.à r.l. represented as stated above, subscribes for three million one hundred thousand (3,100,000) General Partner Shares in registered form, without nominal value and agrees to pay it in full by a contribution in cash in the amount of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000).

Partners Group Finance EUR IC Limited, represented as stated above, subscribes for two (2) Ordinary Shares in registered form, without nominal value, and agrees to pay them in full by a contribution in cash in the amount of two thousand Euro (EUR 2,000).

The amount of thirty-three thousand Euro (EUR 33,000) is at the Fund's disposal and evidence of such amount has been given to the undersigned notary.

*Statement*

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in articles 26, 26-3 and 26-5 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

*Resolutions of the shareholders*

Immediately after the incorporation of the Fund, its Shareholders, representing the entire subscribed share capital, adopted the following resolutions:

1) PricewaterhouseCoopers Société coopérative, having its registered office at 2, rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65.477, is appointed as approved external auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Fund. The mandate shall lapse on the date of the annual general meeting in 2016.

2) The registered office of the Fund is set at 2, rue Jean Monnet L-2180 Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.

*Costs*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Fund in connection with its incorporation are estimated at EUR 4,000.-.

*Declaration*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English.

WHEREOF this deed is drawn up in place, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the authorised representatives of the appearing parties.

Signé: A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 décembre 2014. Relation: LAC/2014/58241. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 15 décembre 2014.

Référence de publication: 2014201933/533.

(140225349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 décembre 2014.

**Setrinx S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 131.256.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014195479/12.

(140217157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

**GSGA II Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Keystone & Partners Real Estate S.A.).**

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 160.100.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of the month of October;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder of "Keystone & Partners Real Estate S.A.", a société anonyme incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.100, incorporated pursuant to a deed of Me Martine SCHAEFFER, notary residing in

Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), dated 1 April 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on June 29, 2011 (number 1413, page 67809). The articles of incorporation of the company have not been amended until now.

The meeting is presided by Me Michaël KITAI, avocat, residing in Luxembourg, who appoints as secretary Me James MURPHY, avocat, residing in Luxembourg.

The meeting elects Me James MURPHY, prenamed, as scrutineer.

I.- The name of the sole shareholder, present or represented at the meeting, the proxy of the represented shareholder and the number of his shares are shown on an attendance list. This attendance list and proxy, signed *ne varietur* by the appearing persons and the notary, shall remain annexed to the present deed to be registered with it.

II.- It appears from the attendance list, that all the shares representing the whole share capital of the company, are represented at this meeting. The sole shareholder declares having been informed of the agenda of the meeting beforehand and waived all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate on all items of the agenda.

III.- The agenda of the meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Change of the legal form of the company from a “société anonyme” into a “société à responsabilité limitée”.
2. Change of the denomination of the company to “GSGA II Real Estate S.à r.l.”.
3. Acceptance of the directors’ resignation and appointment of the same persons as managers.
4. Confirmation of the auditor’s appointment.
5. Subsequent amendment and restatement of the articles of association of the company.
6. Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolutions were taken:

#### *First resolution*

The general meeting of the sole shareholder resolves to change the legal form of the company from a “société anonyme” into a “société à responsabilité limitée”, without discontinuity of its legal status, without amending the purpose clause of the company’s articles of association.

The share capital and the reserves will remain intact, as well as each item of the assets and liabilities, the amortisations, the appreciations, the depreciations. The “société à responsabilité limitée” shall continue the book-keeping and the accountancy held by the “société anonyme”.

The sole shareholder of the “société à responsabilité limitée” remains the same as the existing company:

GSG Athena 2 S.à r.l, a Luxembourg société à responsabilité limitée with registered office at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 191.221, and owner of the entire share capital of the company, being sixty thousand (60,000) shares with a par value of a half British Pound (GBP 0,50) each.

#### *Second resolution*

The general meeting of the sole shareholder resolves to change the name of the company into “GSGA II Real Estate S.à r.l.”.

#### *Third resolution*

The general meeting of the sole shareholder resolves to accept (i) the resignation of all directors with immediate effect and (ii) the appointment, with immediate effect, of the same persons for an unlimited period. Discharge shall be granted to each of them for the exercise of their mandate of director within the company until the date hereof, during the shareholder’s meeting having to approve the 2014 annual accounts.

As a consequence of the above, the general meeting acknowledges that the company’s board of managers is therefore composed as follows as of the date hereof:

- GS Lux Management Services S.à r.l., Managing Director, a Luxembourg Société à responsabilité limitée, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 88.045, having its registered office at 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Dominique LE GAL, Managing Director, born in Savigny-Sur-Orge, France, on December 9, 1971, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Marielle STIJGER, Managing Director, born in Capelle aan den IJssel, the Netherlands, on December 10, 1969, professionally residing at 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

- Richard SPENCER, Managing Director, born Rotherham, United Kingdom, on 14 September 1974, professional address at 133, Fleet Street, Peterborough Court, GB-EC4A 2BB London, United Kingdom.

*Fourth resolution*

The general meeting of the sole shareholder resolves to confirm the appointment of “Compagnie Européenne de Révision”, 15, rue des Carrefours, L-8124 Bridel, RCSL B 37039 as independent auditor of the company. Discharge shall be granted to the auditor during the shareholder’s meeting having to approve the 2014 accounts.

*Fifth resolution*

As a consequence of the above resolutions, the general meeting resolves to fully restate the articles of association (worded in English and followed by a French version instead of a German existing version) and to set them as follows, without amending the purpose clause (save that existing German version of such purpose clause is replaced by an identical French version):

**Titre 1. - Object - Denomination - Registered address - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a société à responsabilité limitée governed by actual laws, in particular the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended from time to time, the law of September 18<sup>th</sup>, 1933 on limited liability companies, as amended, as well as the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The denomination of the company is "GSGA II Real Estate S.à r.l."

**Art. 3.** The registered office of the company is established in the Municipality of Luxembourg.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the organ of the company, which is best situated for this purpose under such circumstances.

**Art. 4.** The purpose of the company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

An additional purpose of the company is the acquisition and sale of real estate properties either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad as well as all operations in relation to real estate properties, including the direct or indirect holding of participation in Luxembourg or foreign companies, the principal object of which is the acquisition, development, promotion, sale, management and/or lease of real estate properties.

The company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the company.

The company may borrow in any form and may issue any kind of notes, bonds and debentures and generally issue any debt, equity and/or hybrid securities in accordance with Luxembourg law.

The company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**Art. 5.** The company is formed for an unlimited period of time.

**Title II. - Capital - Shares**

**Art. 6.** The capital is fixed at thirty thousand Great British Pounds (30,000.- GBP) represented by sixty thousand (60,000) shares with a nominal value of a half Great British Pound (0.50.- GBP) each.

**Art. 7.** Every share entitles its owner to one vote.

Shares are freely transferable among shareholders. Transfer of shares inter vivos to non-shareholders may only be made with the prior approval of shareholders representing three quarters of the corporate capital.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the company, which admits only one owner for each of them.

Shares in the company shall not be redeemable at the request of a shareholder.

The company, however, may redeem its shares whenever the Board of Managers considers this to be in the best interest of the company, subject to the terms and conditions it shall determine and within the limitations set forth by these articles and by law.

Unless the share redemption is immediately followed by a share capital reduction, any such redemption shall only be made out of the company’s retained profits and non-compulsory reserves, including any paid-in surplus but excluding any reserve required by Luxembourg law. The redemption price shall be determined by the Board of Managers.

**Art. 8.** The life of the company does not terminate by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 9.** A shareholder as well as the heirs and representatives or entitled persons and creditors of a shareholder cannot, under any circumstances, request the affixing of seals on the assets and documents of the company, nor become involved in any way in its administration.

In order to exercise their rights they have to refer to financial statements and to the decisions of the general meetings.

### **Title III. - Management**

**Art. 10.** The company is managed by one or several Managers, who need not be shareholders.

In case of plurality of Managers, the Managers shall form a board of Managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation.

To the extent applicable and where the term "sole Manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of Managers" used in these articles of association shall be read as a reference to the "sole Manager".

The Managers will be appointed by the general meeting of shareholders with or without limitation of their period of office. The general meeting of shareholders has the power to remove Managers at any time without giving reasons.

The Board of Managers elects among its members a chairman; in the absence of the chairman, another Manager may preside over the meeting.

A Manager unable to take part in a meeting may delegate by letter, telex, telefax or telegram another member of the Board to represent him at the meeting and to vote in his name.

Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communications device (including a telephone or a video conference) which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person, or by proxy, or by means of such communications device) to hear and to be heard by the other members at any time shall be deemed to be present in person at such meeting, and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. Members of the Board of Managers who participate in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of such a communications device shall ratify their votes so cast by signing one copy of the minutes of the meeting.

The Board of Managers convenes upon call by the chairman, or any third party delegated by him or by any Manager, as often as the interest of the company so requires.

The Board of Managers can validly deliberate and act only if the majority of Managers is present or represented.

Resolutions shall be passed with the favourable vote of the majority of Managers present or represented.

Circular resolutions signed by all members of the Board of Managers will be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

The resolutions of the Board of Managers will be recorded in minutes signed by all of the members who took part at the deliberation.

Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Managers.

**Art. 11.** The Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in compliance with the corporate object.

All powers not expressly reserved by law or by the present articles of association to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

The Board of Managers may decide to pay interim dividends, provided that prior to such decision, the Board of Managers shall be in possession of interim accounts of the company, which provide evidence that sufficient funds are available to pay such interim dividend.

In the event of a vacancy on the Board of Managers, the remaining Managers have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

The powers and remunerations of any Managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first Managers will be determined in the act of nomination.

**Art. 12.** The Board of Managers may delegate its powers to conduct the daily management of the company to one or more Managers, who will be called Managing Director(s).

The Board of Managers may also delegate the power of company's representation to one or several Managers or to any other person, shareholder or not, who will represent individually or jointly the company for specific transactions as determined by the Board of Managers.

Any Manager, appointed as described in the previous paragraph, may issue a power of attorney, by his or her sole signature, as required, in order to give a special power to an attorney (ad hoc agent) to represent individually the company for specific purposes as determined in the special power of attorney.

**Art. 13.** The company is bound by the sole signature of any one manager for decisions having a value of an amount of up to ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-). For decisions having a value of an amount over ten thousand British Pounds (GBP 10,000.-), the company is bound by the joint signature of at least two managers.

**Art. 14.** Any Manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the company; as a proxy holder he is only responsible for the execution of his mandate.

#### **Title IV. - General meeting of the shareholders**

**Art. 15.** The sole shareholder shall exercise all powers vested with the general meeting of shareholders under section XII of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies as amended.

All decisions exceeding the powers of the Board of Managers shall be taken by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of the shareholders. Any such decisions shall be in writing and shall be recorded on a special register.

In case there is more than one but less than twenty-five shareholders, decisions of shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the initiative of the Board of Managers. No decision is deemed validly taken until it has been adopted by the shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the capital.

General meetings of shareholders shall be held in Luxembourg. Attendance by virtue of proxy is possible.

#### **Title V. - Financial year - Profits-reserves**

**Art. 16.** The company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

**Art. 17.** Each year, as of December 31<sup>st</sup>, the Board of Managers will draw up the balance sheet, which will contain a record of the property of the company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all the commitments and debts of the Managers to the company.

At the same time the Board of Managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 18.** Each shareholder may inspect at the registered office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account during the fortnight preceding the annual general meeting.

**Art. 19.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Each year, five percent (5%) of the net profit will be transferred to the statutory reserve. This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, any time and for any reason whatever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of shareholders.

**Art. 20.** In the event of a dissolution of the company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not to be shareholders, designated by the meeting of shareholders at the majority defined by article 142 of the law of August 10<sup>th</sup>, 1915 on commercial companies, as amended.

The liquidator(s) shall be invested with the broadest powers for the realization of the assets and payment of the debts.

**Art. 21.** For all matters not provided for in the present articles of incorporation, the parties refer to the existing laws. Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

WHEREOF, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the appearing persons, known to the notary by their names, first names, civil status and residences, said appearing persons signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de «Keystone & Partners Real Estate S.A.», une société anonyme constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 160.100, constituée suivant acte reçu par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg



(Grand-Duché de Luxembourg), en date du 1<sup>er</sup> avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 29 juin 2011 (numéro 1413, page 67809). Les statuts de la société n'ont jamais été modifiés.

L'assemblée est présidée par Maître KITAI, avocat, demeurant à Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Maître James MURPHY, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit Maître James MURPHY, pré-nommé, comme scrutateur.

I.- L'associé unique présent ou représenté à l'assemblée générale, la procuration de l'associé unique représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et la procuration, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui.

II.- Il ressort de la liste de présence que les actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée. L'associé unique déclare avoir été préalablement informé de l'ordre du jour de l'assemblée et renonce à toutes les exigences de convocation et à toutes les formalités. L'assemblée est donc régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

#### *Agenda*

- 1.- Changement de la forme juridique de la société de «société anonyme» en «société à responsabilité limitée»;
- 2.- Changement de dénomination de la société dont le nouveau nom est «GSGA II Real Estate S.à r.l.»;
- 3.- Acceptation de la démission des administrateurs et nomination des mêmes personnes en qualité de gérants.
- 4.- Confirmation de la nomination du réviseur indépendant.
- 5.- Modification subséquente et refonte des statuts de la société.
- 6.- Divers.

Après délibération, les résolutions suivantes sont prises à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale décide de transformer la forme juridique de la société de société anonyme en société à responsabilité limitée sans rupture de sa personnalité juridique et sans modification de l'objet social.

Le capital et les réserves demeureront intacts ainsi que tous les éléments de l'actif et du passif, les amortissements, les moins-values et les plus-values. La société à responsabilité limitée continuera les écritures et la comptabilité tenues par la société anonyme.

L'associé unique de la société à responsabilité limitée reste inchangé:

GSG Athena 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existante selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 191.221, et détenant l'intégralité du capital social de la société constituée de soixante mille (60.000) parts sociales avec une valeur nominale d'une demie Livre Sterling (GBP 0.50) chacune.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale de l'associé unique décide de changer la dénomination sociale de la société en «GSGA II Real Estate S.à r.l.»

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale de l'associé unique décide (i) la démission de tous les administrateurs avec effet immédiat et (ii) la nomination avec effet immédiat des mêmes personnes pour une période illimitée. Décharge leur sera accordée pour l'exercice de leur mandat d'administrateur de la société lors de l'approbation des comptes annuels 2014 par décision de l'associé.

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée générale reconnaît que le conseil de gérance de la société est désormais composé comme suit:

- GS Lux Management Services S.à r.l., Managing Director, une société à responsabilité limitée constituée et opérant sous le droit du Grand-Duché du Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro d'immatriculation B 88.045 ayant son siège social au 2, Rue du Fossé, L-1536 Luxembourg;

- Dominique LE GAL, Managing Director, né à Savigny-Sur-Orge, France, le 9 décembre 1971, demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Marielle STIJGER, Managing Director, née à Capelle aan den IJssel, Pays-Bas, le 10 décembre 1969, demeurant professionnellement au 2 rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Richard SPENCER, Managing Director, né à Rotherham, Royaume-Unis, le 14 septembre 1974, demeurant professionnellement au 133, Fleet Street, Peterborough Court, London EC4A 2BB, Royaume Uni.

#### Quatrième résolution

L'assemblée générale de l'associé unique décide de confirmer la nomination de "Compagnie Européenne de Révision", 15, rue des Carrefours, L-8124 Bridel, RCSL B 37039 en qualité de réviseur d'entreprise agréé indépendant de la société. Décharge lui sera accordée lors de l'approbation des comptes annuels 2014 par décision de l'associé.

#### Cinquième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale décide de procéder à la refonte complète des statuts de la société (rédigés en langue anglaise et suivis d'une version française en lieu et place de la version allemande existante), sans en modifier son objet social (à l'exception du fait que la version allemande existante de la clause relative à l'objet social est remplacée par une version française identique), lesquels auront désormais la teneur suivante:

### **Titre 1<sup>er</sup> . - Objet - Dénomination - Siège social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par le présent acte une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois actuellement en vigueur, notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, par celle du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La dénomination de la société est «GSGA II Real Estate S.à r.l.».

**Art. 3.** Le siège de la société est établi dans la Commune de Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura cependant aucun effet sur la nationalité de la société.

Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui est le mieux placé pour le faire dans ces circonstances.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toute autre forme d'investissement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres et autres valeurs de toutes espèces et la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille.

L'objet supplémentaire de la société est l'acquisition et la vente de propriétés immobilières soit au Grand-Duché de Luxembourg soit ailleurs ainsi que toutes opérations en relation avec des propriétés immobilières, en ce compris la détention de participation directe ou indirecte dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères dont l'objet principal est l'acquisition, le développement, promotion, vente, gestion et/ou location de propriétés immobilières.

La société peut garantir, accorder des sûretés en faveur de tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui forment un groupe de sociétés avec la société, elle peut accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou qui fait partie du même groupe de sociétés que la société.

La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et peut émettre toutes sortes d'instruments, d'obligations et de notes and elle peut en règle générale émettre des instruments de dette, d'equity conformément à la loi luxembourgeoise.

La société peut exercer toutes activités commerciales, industrielles, financières, immobilières ou de propriété intellectuelle qu'elle jugera utiles à l'accomplissement de son objet.

**Art. 5.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

### **Titre II. - Capital - Parts**

**Art. 6.** Le capital social de la société est fixé à trente mille Livres Sterling (GBP 30.000,-) divisé en soixante mille (60.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'une demie Livre Sterling (GBP 0,50,-) chacune.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une voix.

Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les cessions de parts sociales entre vifs à des tiers non associés ne peuvent être effectuées que moyennant l'agrément préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Pour le reste, il est fait renvoi aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui n'admet qu'un seul titulaire à son égard pour chaque part.

Les parts sociales ne sont pas remboursables à la demande des associés.

La société peut, toutefois, lorsque le Conseil de Gérance considère que cela est dans l'intérêt de la société, aux conditions et aux termes prévus par la loi et les statuts, racheter ses propres parts.



À moins que le rachat des parts soit immédiatement suivi par une réduction de capital, tout remboursement ne pourra être effectué qu'au moyen des bénéfices non distribués de la société et des réserves disponibles, en ce compris les réserves excédentaires, mais excluant les réserves légales prévues par la loi luxembourgeoise. Le prix de rachat sera déterminé par le Conseil de Gérance.

**Art. 8.** La faillite, l'insolvabilité, le décès ou l'incapacité d'un associé ne mettent pas fin à la société.

**Art. 9.** Un associé ainsi que les héritiers et représentants ou ayants droit et créanciers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration.

Ils doivent pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

### **Titre III. - Administration**

**Art. 10.** La société est administrée par un ou plusieurs Gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de Gérants, les Gérants constituent un Conseil de Gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la société. Dans la mesure où le terme «Gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au «Conseil de Gérance» utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au «Gérant unique».

Les Gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, pour une durée limitée ou sans limitation de durée. L'assemblée générale des associés peut révoquer les Gérants à tout moment, avec ou sans motif.

Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un autre Gérant présent.

Chaque Gérant de la société empêché de participer à une réunion du Conseil de Gérance peut désigner par écrit, télégramme, télex ou téléfax, un autre membre du Conseil de Gérance comme son mandataire, aux fins de le représenter et de voter en son nom.

Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance via un moyen de communication (incluant le téléphone ou une vidéo conférence) qui permet aux autres membres du Conseil de Gérance présents à cette réunion (soit en personne soit par mandataire ou au moyen de ce type de communication) d'entendre à tout moment ce membre et permettant à ce membre d'entendre à tout moment les autres membres sera considéré comme étant présent en personne à cette réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et autorisé à voter sur les matières traitées à cette réunion. Les membres du Conseil de Gérance qui participent à une réunion du Conseil de Gérance via un tel moyen de communication ratifieront leurs votes exprimés de cette façon en signant une copie du procès-verbal de cette réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur la convocation du président, ou tout tiers délégué par lui ou par n'importe lequel de ses Gérants, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Gérance ne peut délibérer et agir que si une majorité de Gérants sont présents ou représentés.

Les résolutions seront adoptées si elles ont été prises à la majorité des votes des membres présents soit en personne soit par mandataire à telle réunion.

Les résolutions circulaires signées par tous les membres du Conseil de Gérance seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion valablement convoquée avait été tenue. Ces signatures pourront être apposées sur un document unique ou sur des copies multiples d'une résolution identique.

Les résolutions du Conseil de Gérance seront enregistrées sur un procès-verbal signé par tous les membres qui ont participé à la réunion.

Des copies ou extraits de ce procès-verbal à produire lors d'une procédure judiciaire ou ailleurs seront valablement signés par le Président de la réunion ou par deux Gérants.

**Art. 11.** Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social.

Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Il est autorisé à décider de verser des acomptes sur dividendes à condition qu'avant toute distribution, le Conseil de Gérance soit en possession de comptes intermédiaires de la société fournissant la preuve de l'existence de fonds suffisants à la distribution de ces acomptes sur dividendes.

En cas de vacance d'une place au Conseil de Gérance, les Gérants restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Les pouvoirs et rémunérations des Gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers Gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

**Art. 12.** Le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs Gérants qui prendront la dénomination de Gérants délégués.

Le Conseil de Gérance peut également déléguer le pouvoir de représentation de la société à un ou plusieurs Gérants ou à toute autre personne, associé ou non, qui représentera la société individuellement ou conjointement pour des transactions spécifiques tel que déterminé par le Conseil de Gérance.

Tout Gérant, tel que désigné comme décrit dans le paragraphe précédent, peut donner pouvoir spécial, par sa seule signature, à toute autre personne susceptible d'agir seule comme mandataire ad hoc de la société pour certaines tâches telles que définies dans le pouvoir spécial.

**Art. 13.** La société est engagée par la seule signature d'un gérant pour toute décision ayant une valeur jusqu'à un montant de dix mille Livre Sterling (GBP 10.000.-). Concernant les décisions ayant une valeur supérieure à dix mille Livre Sterling (GBP 10.000.-), la société est engagée par les signatures conjointes d'au moins deux gérants.

**Art. 14.** Le ou les Gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

#### **Titre IV. - Assemblée générale des associés**

**Art. 15.** L'associé unique exercera tous les droits incombant à l'assemblée générale des associés en vertu de la section XII de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Toutes les décisions excédant le pouvoir du Conseil de Gérance seront prises par l'associé unique ou, selon les cas, par l'assemblée générale des associés. Les décisions de l'associé unique seront écrites et doivent être consignées sur un registre spécial.

S'il y a plus d'un, mais moins de vingt-cinq associés, les décisions des associés seront prises par l'assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Aucune décision n'est valablement prise qu'autant qu'elle a été adoptée par des associés représentant plus de la moitié (50%) du capital social.

Les assemblées générales des associés se tiendront au Luxembourg. La représentation au moyen de procuration est admise.

#### **Titre V. - Année comptable - Profits - Réserves**

**Art. 16.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 17.** Chaque année au 31 décembre, la gérance établit un état financier qui contiendra un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi qu'un compte de pertes et profits, accompagné d'une annexe contenant un résumé de tous les engagements et dettes contractés par le Conseil de Gérance.

En même temps, le Conseil de Gérance dressera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés en même temps que l'inventaire.

**Art. 18.** Chaque associé aura le droit de consulter l'inventaire au siège social, ainsi que le compte de pertes et profits, pendant la quinzaine précédent l'assemblée générale annuelle.

**Art. 19.** Le solde positif du compte de pertes et profits, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve; ce prélèvement cesse d'être obligatoire, dès que le fonds de réserve a atteint le dixième du capital, mais devra toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé. L'excédent est à la libre disposition des associés.

**Art. 20.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, à désigner par l'assemblée des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

**Art. 21.** Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les parties se rapportent aux dispositions légales applicables.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation données aux comparants, connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. KITAI, J. MURPHY, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 novembre 2014 LAC/2014/51400. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014204404/448.

(140227555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

---

**Roona S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 192.995.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the tenth day of December.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mr. Sylvain NAETS, entrepreneur, born on 24 January 1978 in Wilrijk, Belgium, with residential address at B-2600 Berchem, Langveld 18, Belgium.

Such appearing party has required the officiating notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée which he deems to incorporate and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered office**

**Art. 1.** There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become members in future, a société à responsabilité limitée (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended, as well as by these articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans, grant security in favour of or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire and manage all patents, trademarks, knowhow, licences, sub-licence or other industrial, commercial or intellectual property rights and sell or contribute these rights to third parties.

The Company may further provide support, administrative, promotion or advertising services of any kind to companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company or act as an intermediary for the benefit of such companies.

The Company also has as its object all activities relating to the acquisition, management, exploitation, renting and sale of assets both moveable and immovable, both tangible and intangible.

More generally, the Company may, for its own account as well as for the account of third parties, carry out all operations which may be useful or necessary to the accomplishment of its purposes or which are related directly or indirectly to its purpose.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited duration.

**Art. 4.** The Company will be incorporated under the name of "Roona S.à r.l."

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of its members. Within the same borough, the registered office may be transferred through resolution of the manager or the board of managers. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad through resolution of the manager or the board of managers.

**B. Share capital - Shares**

**Art. 6.** The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of members representing three quarters of the share capital at least. The existing members shall have a preferential subscription right in proportion to the number of shares held by each of them in case of contribution in cash.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among members. Inter vivos, they may only be transferred to new members subject to the approval of such transfer given by the other members in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased member may only be transferred to new members subject to the approval of such transfer given by the other members in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the members will not cause the dissolution of the Company.

### C. Management

**Art. 11.** The Company is managed by two managers: one (1) "A" Manager and one (1) "B" Manager. They will constitute a board of Managers. The Managers need not to be partners.

The Managers are appointed by the general meeting of members which sets the term of their office. They may be dismissed freely at any time and without specific cause.

Towards third parties, the Company shall be bound by the sole signature of the "A" Manager or by the joint signature of the "A" and "B" Managers or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power shall be delegated by the board of managers.

**Art. 12.** In case of several managers, the board of managers shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the members.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meeting of members and of the board of managers, but in his absence, the members or the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers twenty-four hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by electronic mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by electronic mail (without electronic signature) or facsimile another manager as his proxy. A manager may represent one or more of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers.

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by electronic mail or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the passing of the resolution.

**Art. 13.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by two managers. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, or by two managers.

**Art. 14.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 15.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

### D. Decisions of the sole member - Collective decisions of the members

**Art. 16.** Each member may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each member is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 17.** Collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by members owning more than half of the share capital.

The amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of members representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 18.** If the Company has only one member, such sole member exercises the powers granted to the general meeting of members under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

#### **E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits**

**Art. 19.** The Company's year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.

**Art. 20.** Each year on the last day of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each member may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 21.** Five per cent (5%) of the net profit are set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the members.

The board of managers is authorised to distribute interim dividends in case the funds available for distribution are sufficient and the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company.

The share premium is freely distributable to the members by the members' meeting or by the board of managers.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be members, and which are appointed by the general meeting of members which will determine their powers and fees. The liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities.

The surplus, after payment of the liabilities, shall be distributed among the members proportionally to the shares of the Company held by them.

**Art. 23.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

#### *Subscription and payment*

The subscriber had subscribed the shares to be issued as follows:

Mr. Sylvain NAETS . . . . .	12,500 shares
Total . . . . .	12,500 shares

All the shares have been entirely paid-in, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

#### *Transitional provision*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on the last day of December 2015.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand one hundred euros (EUR 1,100.-).

#### *Resolutions of the sole shareholder*

Immediately after the incorporation of the Company, the member, representing the entirety of the subscribed capital had passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at L-2530 Luxembourg, 10A rue Henri M. Schnadt.
2. The member resolves to elect as Class A Manager of the Company for an indefinite period:
  - Mr. Sylvain NAETS, born on 24 January 1978 in Wilrijk, Belgium, with address at B-2600 Berchem, Langveld 18, Belgium.
3. The member resolves to elect as Class B Manager of the Company for an indefinite period:
  - Mrs Marie-Hedwige EL KHOURY, born on 17 March 1974 in Kafarabida, Lebanon, with professional address at L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

The undersigned notary informs the appearing party that before any business activities of the present established company, this one has to be in possession of a business license in due form in relation with the aim of the company, which is expressly known by the appearing party.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the above appearing party, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence said person appearing signed with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

Monsieur Sylvain NAETS, entrepreneur, né le 24 janvier 1978 à Wilrijk, Belgique, demeurant à B-2600 Berchem, Langveld 18, Belgique.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts, accorder des sûretés en faveur de ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société. La Société peut également acquérir et gérer tout brevet, marque, savoir-faire, licences, sous-licence ou tout autre droit de propriété industrielle, commerciale ou droit intellectuel et vendre ou transférer ces mêmes droits à des tiers.

La Société peut également prêter des services d'assistance administrative, de publicité ou de développement ou de toute autre sorte dans des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ou agir comme intermédiaire pour le bénéfice d'une de ces sociétés.

La Société a également pour objet toute activité en lien avec l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la location et la vente de biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels.

La Société peut par ailleurs réaliser, tant pour son compte personnel que pour le compte de tiers, toutes les opérations qui seraient utiles ou nécessaires à la réalisation de son objet social ou qui se rapporteraient directement ou indirectement à cet objet social.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La Société est constituée sous le nom de "Roona S.à r.l".

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. A l'intérieur de la commune, le siège social pourra être transféré par décision du gérant ou du conseil de gérance. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du Grand-Duché de Luxembourg ou dans tous autres pays par décision du gérant ou du conseil de gérance.

### **B. Capital social - Parts sociales**

**Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur de un euro (EUR 1.-).

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales à souscrire seront offertes par préférence aux associés existants, proportionnellement à la partie du capital qui représente leurs parts sociales en cas de contribution en numéraire.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.



**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

### C. Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par deux gérants: un (1) gérant de classe «A» et un (1) gérant de classe «B». Ils formeront un Conseil de gérance. Les gérants n'ont pas besoin d'être associés.

Les gérants sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat. Ils sont librement révocables à tout moment et sans raison spécifique.

Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature individuelle du gérant A ou par la signature conjointe du gérant A et du gérant B ou par la signature individuelle de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareil pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de gérance.

**Art. 12.** En cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance choisira en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance et des assemblées des associés.

Le conseil de gérance se réunira sur la convocation du président ou de deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées des associés et les réunions du conseil de gérance; en son absence, les associés ou le conseil de gérance pourront désigner à la majorité des personnes présentes un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de telles réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion par courrier électronique, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par courrier électronique ou télécopie un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut présenter plusieurs de ses collègues. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, visio-conférence ou d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des gérants est présente ou représentée à la réunion du conseil de gérance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 13.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux gérants. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux gérants.

**Art. 14.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 15.** Les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

### D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives des associés

**Art. 16.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 17.** Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant décision de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

**Art. 18.** Si la Société n'a qu'un seul associé, cet associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

### **E. Année sociale - Bilan - Répartition des bénéfices**

**Art. 19.** L'année sociale commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de la même année.

**Art. 20.** Chaque année, au dernier jour du mois de décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 21.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

Le conseil de gérance est autorisé à distribuer des dividendes intérimaires si les fonds nécessaires à une telle distribution sont disponibles et que les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société.

La prime d'émission est librement distribuable aux associés par l'assemblée générale des associés ou par le conseil de gérance.

### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 22.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 23.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

#### *Souscription et libération*

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Mr. Sylvain NAETS . . . . .	12.500 parts
Total . . . . .	12.500 parts

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le dernier jour du mois de décembre 2015.

#### *Frais*

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ mille cent euros (1.100.-EUR).

#### *Résolutions de l'associé unique*

Et aussitôt l'associé, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi à L-2530 Luxembourg, 10 A, rue Henri M. Schnadt.
2. L'associé décide de nommer la personne suivante en tant que gérant de classe A de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Sylvain NAETS, né le 24 janvier 1978 à Wilrijk, en Belgique, demeurant à B-2600 Berchem, Langveld 18, Belgique.

3. L'associé décide de nommer la personne suivante en tant que gérante de classe B de la Société pour une durée indéterminée:

- Madame Marie-Hedwige EL KHOURY, née le 17 mars 1974 à Kafarabida, au Liban, demeurant professionnellement à L-2530 Luxembourg, 10 A, rue Henri M. Schnadt.

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par le comparant.

Le notaire, soussigné qu'il comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.



Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Naets, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 décembre 2014. Relation: LAC/2014/59807. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Carole Frising.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206272/324.

(140230220) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**Prada Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Gipafin S.à r.l.).**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 59.727.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December,

Before the undersigned, Henri BECK, notary resident in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of GIPAFIN S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 59727 (the Company).

THERE APPEARED:

PA BE 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies, under number B 48327 (PA BE);

PA BE is represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Bellatrix S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the laws of Luxembourg, having its registered office at 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Register of Commerce and Companies, under number B 79446 (Bellatrix, together with PA BE, the Shareholders).

Bellatrix is represented by Peggy Simon, employee, whose professional address is in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Shareholders and the undersigned notary, the powers of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Shareholders, represented as set out above, have requested the undersigned notary to record the following:

- I. That the Meeting has been validly convened;
- II. That they are the Company's shareholders and that the Meeting is thus validly constituted and may deliberate on the items on the agenda, as set out below;
- III. That the Company was incorporated on June 19, 1997, pursuant to a deed drawn up by Maître Francis Kessler, notary resident in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) number 528 on September 26, 1997. Since that date, the Company's articles of association (the Articles) have been amended several times, most recently on August 3, 2012 pursuant to a deed drawn up by Maître Carlo Wersandt, notary resident in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial under number 2314, on September 18, 2012;
- IV. That the agenda of the Meeting is as follows:
  1. Change of the Company's name into "Prada Holding S.à r.l." and subsequent amendment of article 2 of the Articles;
  2. Acknowledgement of the joint cross-border merger proposal providing for the absorption by the Company of its 100% subsidiary Prada Holding B.V., a private company with limited liability (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) organised under the laws of the Netherlands, having its official seat (statutaire zetel) in Amsterdam, the Netherlands, having its registered office at Keizersgracht 313 3<sup>rd</sup> floor, 1016 EE Amsterdam and registered with the trade register of the Chambers of Commerce under number 27160434 (the Company Ceasing to Exist or PRADA and together with the Company, the Merging Companies or individually, a Merging Company);
  3. Acknowledgement that all the documents required by articles 267 and 278 of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended have been deposited at the Company's registered office or its website for

due inspection by the shareholders at least one month before the date of the general meeting of shareholders of the Company resolving on the joint cross-border merger proposal;

4. Approval of the joint cross-border merger proposal and decision to carry out the merger by way of the absorption by the Company of PRADA; acknowledgment that from an accounting point of view, the operations of PRADA will be treated as having been carried out on behalf of the Company as from February 1, 2014; acknowledgment of the effective date of the merger between parties and of the date of enforceability of the merger towards third parties, and acknowledge that for Italian tax purposes, pursuant to article 172, paragraph 9 of Presidential Decree dated 22 December 1986, n. 917 (Italian Income Tax Code, so called "T.U.I.R.") the operations of the Company Ceasing to Exist will be treated as being carried out on behalf of the Company as from February 1, 2014;

5. Granting of all powers to any member of the Company's board of managers and to any lawyer of Loyens & Loeff Luxembourg SARL, acting individually, with full power of substitution, to execute any documents and perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger; and

6. Any other business.

V. That the Meeting has unanimously taken the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting resolves to change the Company's name into "Prada Holding S.à r.l." with effect as of the effective date of the merger and as a consequence thereof resolves to amend article 2 of the Articles, which will read as follows as of the effective date of the merger:

" **Art. 2. Name.** The name of the company is "Prada Holding S.à r.l.".

*Second resolution*

The Meeting notes that it has been acquainted with the joint cross-border merger proposal published in the Mémorial, N°-3188 of October 31, 2014 (the Joint Merger Proposal), in accordance with article 262 of the law of August 15, 1915 on commercial companies (the Law) and providing for the absorption by the Company of PRADA.

*Third resolution*

The Meeting acknowledges that the Joint Merger Proposal, the Merging Companies' annual accounts and annual reports (if any) of the last three financial years and the Merging Companies interim balance sheet dated July 31, 2014 have been deposited at the Company's registered office or its website, if any, for due inspection by the shareholders at least one month before the date hereof.

The Meeting further acknowledges that the shareholders of each of the Merging Companies have waived the requirement to draw up a special board report and the requirement to provide information on major changes in the assets and liabilities pursuant to article 265 of the Law.

*Fourth resolution*

The Meeting resolves to approve the Joint Merger Proposal and to carry out the merger by way of the absorption by the Company of the Company Ceasing to Exist, in accordance with the conditions detailed in the Joint Merger Proposal. The Meeting acknowledges (i) the dissolution without liquidation of the Company Ceasing to Exist as per the effective date of the merger by way of transfer at book value of all the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Company, all in accordance with the Joint Merger Proposal and (ii) the cancellation, as a consequence of the merger, of the shares held by the Company in the Company Ceasing to Exist.

The Meeting further acknowledges (i) that from an accounting point of view, the operations of the Company Ceasing To Exist will be treated as having been carried out on behalf of the Company as from February 1, 2014 and (ii) that the merger takes effect between the Merging Companies and is enforceable towards third parties from the date of publication in the Memorial in accordance with article 9 of the Law of the minutes of this Meeting of the Company approving the merger.

For Italian tax purposes, pursuant to article 172, paragraph 9 of Presidential Decree dated 22 December 1986, n. 917 (Italian Income Tax Code, so called "T.U.I.R.") the operations of the Company Ceasing to Exist will be treated as being carried out on behalf of the Company as from February 1, 2014.

*Fifth resolution*

The Meeting grants all powers to any member of the Company's board of managers and to any lawyer of Loyens & Loeff Luxembourg SARL acting individually, with full power of substitution, to execute any documents and perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the merger.

*Declaration*

The undersigned notary states, in accordance with the provisions of article 271(2) of the Law, having verified and certifies the existence and the validity of the legal acts and formalities incumbent upon the Company and of the Joint

Merger Proposal and, in particular, that the Merging Companies have approved the Joint Merger Proposal in the same terms.

There being no further business, the Meeting is adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing parties, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences, the English text prevails.

WHEREOF, this deed is drawn up in Echternach, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the shareholders' authorised representative.

### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour du mois de décembre,

Par-devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de GIPAFIN S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 59727 (la Société).

### **ONT COMPARU**

PA BE 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 48327 (PA BE);

PA BE est représentée par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Bellatrix S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, dont le siège social se situe au 9, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79446 (Bellatrix, et avec PA BE, les Associés).

Bellatrix est représentée par Peggy Simon, employée, de résidence professionnelle à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour le compte des Associés et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les Associés, représentés comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Assemblée a été valablement convoquée;

II. Qu'ils sont les uniques associés de la Société et que par conséquent l'Assemblée est valablement constituée et peut délibérer sur les points de l'ordre du jour, comme indiqués ci-dessous;

III. Que la Société a été constituée le 19 juin 1997, suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) numéro 528 le 26 septembre 1997. Depuis cette date, les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises, le plus récemment en date du 3 août 2012 suivant un acte de Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial sous le numéro 2314 le 18 septembre 2012;

IV. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1) Changement de la dénomination de la Société en «Prada Holding S.à r.l.» et modification subséquente de l'article 2 des Statuts;

2) Reconnaissance du projet commun de fusion transfrontalière prévoyant l'absorption par la Société de sa filiale détenue à 100%, Prada Holding B.V. une société à responsabilité limitée (besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid) régie par le droit néerlandais, dont le siège statutaire (statutaire zetel) se situe à Amsterdam, les Pays-Bas et son siège social à Keizersgracht 313 3<sup>rd</sup> floor, 1016 EE Amsterdam et immatriculée au registre de commerce de la Chambre de Commerce néerlandaise sous le numéro 27160434 (la Société Absorbée ou PRADA et avec la Société, les Sociétés Fusionnantes et individuellement, une Société Fusionnante);

3) Reconnaissance que tous les documents exigés par les articles 267 et 278 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été déposés au siège social de la Société ou sur son site web pour consultation par les associés au moins un mois avant la date de l'assemblée générale des associés de la Société se prononçant sur le projet commun de fusion transfrontalière;

4) Approbation du projet commun de fusion transfrontalière et décision de procéder à la fusion par voie d'absorption par la Société de PRADA; reconnaissance que d'un point de vue comptable, les opérations de PRADA seront traitées comme ayant été accomplies pour le compte de la Société à compter du 1<sup>er</sup> février 2014; reconnaissance de la date d'effet de la fusion entre les parties et de celle de l'opposabilité de la fusion à l'égard des tiers; reconnaissance qu'à des fins fiscales italiennes, selon l'article 172, paragraphe 9 du décret présidentiel en date du 22 décembre 1986, n. 917 (code

italien des impôts sur le revenu, autrement désigné «T.U.I.R.») les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été accomplies pour le compte de la Société à compter du 1<sup>er</sup> février 2014;

5) Octroi de tous les pouvoirs à chaque membre du conseil de gérance de la Société et à tout avocat de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, afin de signer tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, requises et souhaitables en rapport avec la fusion; et

6) Divers.

V. Que l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

*Première résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination de la Société en «Prada Holding S.à r.l.», avec effet à compter de la date effective de la fusion, et en conséquence, décide de modifier l'article 2 des Statuts, qui aura désormais la teneur suivante à partir de la date effective de la fusion:

« **Art. 2. Dénomination.** Le nom de la société est Prada Holding S.à r.l.»,

*Deuxième résolution*

L'Assemblée note avoir pris connaissance du projet commun de fusion transfrontalière, publié au Mémorial N° - 3188 le 31 octobre 2014 (le Projet Commun de Fusion) conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et prévoyant l'absorption de PRADA par la Société.

*Troisième résolution*

L'Assemblée reconnaît que le Projet Commun de Fusion, les comptes annuels et rapports annuels (le cas échéant) des trois derniers exercices des Sociétés Fusionnantes ainsi que les bilans intérimaires des Sociétés Fusionnantes datés du 31 juillet 2014 ont été déposés au siège social de la Société ou sur son site web, le cas échéant, pour consultation par les associés, au moins un mois avant la date des présentes.

L'Assemblée reconnaît en outre que les associés de chacune des Sociétés Fusionnantes ont renoncé à l'exigence d'établir un rapport spécial du conseil et à l'exigence de fournir des informations sur les changements importants intervenus à l'actif et au passif en vertu de l'article 265 de la Loi.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'approuver le Projet Commun de Fusion et de procéder à la fusion par l'absorption de la Société Absorbée par la Société conformément aux conditions détaillées dans le Projet Commun de Fusion. L'Assemblée reconnaît (i) la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée à la date d'effet de la fusion par le transfert, à la valeur comptable, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société conformément au Projet Commun de Fusion et (ii) l'annulation, en conséquence de la fusion, des parts sociales détenues par la Société dans la Société Absorbée.

L'Assemblée reconnaît en outre que (i) d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été accomplies pour le compte de la Société à compter du 1<sup>er</sup> février 2014 et (ii) la fusion prend effet entre les Sociétés Fusionnantes et est opposable aux tiers à partir de la date de publication au Mémorial du procès-verbal de la présente Assemblée approuvant la fusion conformément à l'article 9 de la Loi.

A des fins fiscales italiennes, selon l'article 172, paragraphe 9 du décret présidentiel en date du 22 décembre 1986, n. 917 (code italien des impôts sur le revenu, autrement désigné «T.U.I.R.») les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été accomplies pour le compte de la Société à compter du 1<sup>er</sup> février 2014.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée accorde tous les pouvoirs à chaque membre du conseil de gérance de la Société et à tout avocat de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, afin de signer tous les documents et d'accomplir toutes les actions et formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitable en rapport avec la fusion.

*Déclaration*

Le notaire instrumentant atteste, conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi, avoir vérifié et atteste de l'existence et de la légalité des actes, des formalités qui incombent à la Société, et du Projet Commun de Fusion et, en particulier, que les Sociétés Fusionnantes ont approuvé le Projet Commun de Fusion dans des conditions identiques.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergences, le texte anglais fait foi.

DONT ACTE, le présent acte a été rédigé à Echternach, à la date stipulée en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire des associés.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 19 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2577. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205636/213.

(140228386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**Yellow Mountain S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 51, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 181.532.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of December,  
before the undersigned, Maître Henri BECK, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED:**

Silver City Limited, a limited liability company incorporated under the laws of Guernsey, having its registered office at 13 North Esplanade, St Peter Port, Guernsey, GY1 2LQ, registered with the Guernsey Registry, under number 34355 (the Sole Shareholder),

here represented by Peggy Simon, private employee, whose professional address is in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

After signature ne varietur by the authorised representative of the Sole Shareholder and the undersigned notary, this power of attorney will remain attached to this deed to be registered with it.

The Sole Shareholder, represented as set out above, has requested that the undersigned notary record the following:

- (i) the Sole Shareholder holds all of the shares in the Company;
- (ii) the Company was incorporated on 23 October 2013, pursuant to a deed drawn up by Maître Gérard Lecuit, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Mémorial) on 24 December 2013 under number 3285. Since that date, the Company's articles of association (the Articles) have been amended several times and most recently on 13 May 2014 pursuant to a deed drawn up by Maître Henri Beck, notary residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial on 11 August 2014 under number 2120;
- (iii) the items for resolution are as follows:
  - a) presentation of the common draft terms of cross-border merger (the Joint Merger Proposal) providing for the absorption by the Company of its wholly-owned subsidiary, Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of Luxembourg, with its registered office at 51, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 185.364, and having a share capital of EUR 18,000 (the Company Ceasing to Exist and together with the Company, the Merging Companies or individually, a Merging Company);
  - b) acknowledgement that all the documents required by article 267 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Law), have been duly deposited at the Company's registered office for inspection by the shareholder of the Company at least one month before the date of the present resolutions;
  - c) approval of the Joint Merger Proposal and the decision to carry out the merger by way of absorption by the Company of the Company Ceasing To Exist (the Merger);
  - d) acknowledgment (i) that from an accounting point of view, the operations of the Company Ceasing to Exist will be treated as having being carried out on behalf of the Company as from the date of publication of the deed documenting the general meeting of shareholder of the Company approving the Merger, and (ii) that the Merger will take effect (a) between the Merging Companies on the date of the concurring general meetings of the shareholders of the Merging Companies approving the Merger and (b) vis-à-vis third parties after the publication of the deed documenting the general meeting of the shareholder of the Company approving the Merger as prescribed by article 9 and article 273ter of the Law (the Effective Date);
  - e) acknowledgment and, to the extent necessary, approval of the granting of complete discharge to the managers of the Company Ceasing to Exist for the performance of their respective mandate until the Effective Date;
  - f) granting of all powers to any one manager of the Company and to any employee or any lawyer of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., acting individually, with full power of substitution, to execute any documents and perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the Merger; and
  - g) miscellaneous.
- (iv) that the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that the board of managers of the Company has presented to it the Joint Merger Proposal dated 13 November 2014, published in the Mémorial, N°3420 of 17 November 2014 in accordance with article 262 of the Law which provides for the absorption by the Company of the Company Ceasing to Exist, and pursuant to which the Merger will be carried out by the transfer, further to the dissolution without liquidation of the Company Ceasing to Exist, of all the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist, without any restriction or limitation, to the Company.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that under Luxembourg law, the Merger is regarded as a domestic (Luxembourg) merger involving two Luxembourg law governed companies, but that, by virtue of the dual-nationality of the Company Ceasing to Exist, the Merger is regarded, under Dutch law, as a cross-border merger and it FURTHER acknowledges that, as a consequence of the above, the provisions of the Law, relating to cross-border mergers apply to the Merger.

*Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that the Joint Merger Proposal, the interim accounts of both Merging Companies dated 12 November 2014, and the Merging Companies' annual accounts and annual reports (if any) for the last three financial years have been duly deposited at the Company's registered office, for inspection by the shareholder at least one month before the date of the present resolutions, and that a certificate attesting the deposit of said documents, duly signed by an authorised representative of the Company, has been given to the notary.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to acknowledge that the sole shareholder of each Merging Company has waived (i) the requirements provided for under article 265 (1) of the Law in accordance with article 265 (3) of the Law; and (ii) the requirements under article 265 (2) of the Law in accordance with article 265 (3) of the Law.

*Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to approve the Joint Merger Proposal and to carry out the Merger by way of absorption by the Company of the Company Ceasing to Exist, in accordance with the conditions detailed in the Joint Merger Proposal.

The Sole Shareholder FURTHER acknowledges (i) the dissolution without liquidation of the Company Ceasing to Exist as at the Effective Date by way of the transfer, at book value, of all the assets and liabilities of the Company Ceasing to Exist to the Company, all in accordance with the Joint Merger Proposal and (ii) the cancellation, as a consequence of the Merger, of the shares held by the Company in the Company Ceasing to Exist.

*Sixth resolution*

Further to the approval of the Merger by the Company Ceasing To Exist, the Sole Shareholder acknowledges that the Merger will be complete and take effect:

- between the Merging Companies on the date of the concurring general meetings of the shareholders of the Merging Companies approving the Merger; and
- vis-à-vis third parties on the date of publication of the present deed (the Effective Date) in accordance with article 9 and article 273ter of the Law.

The Sole Shareholder acknowledges that, for accounting purposes, the operations of the Company Ceasing To Exist shall be treated as having being carried out on behalf of the Company as of the Effective Date.

*Seventh resolution*

The Sole Shareholder notes that the mandates of the managers of the Company Ceasing to Exist will end on the Effective Date, and FURTHER acknowledges and, to the extent necessary, approves and resolves to grant full and complete discharge to the managers of the Company Ceasing to Exist for the performance of their respective mandates until the Effective Date.

*Eighth resolution*

The Sole Shareholder resolves to empower and authorise any one manager of the Company and any lawyer and employee of Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., acting individually as agent of the Company, with full power of substitution, to execute any documents and to perform any actions and formalities necessary, appropriate, required or desirable in connection with the Merger and with the above resolutions.

*Declaration*

The undersigned notary states, in accordance with article 271(2) of the Law, that he has verified, and hereby certifies the existence and legality of (i) all acts and formalities incumbent on the Company in the context of the Merger, and (ii) of the Joint Merger Proposal.



The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences, the English text prevails.

WHEREOF, this deed is drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, on the day stated above.

After reading this deed aloud, the notary signs it with the Sole Shareholder's authorised representative.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le dix-huitième jour de décembre,

par-devant le soussigné, Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg,

**A COMPARU:**

Silver City Limited, une société à responsabilité limitée (limited liability company) constituée en vertu des lois de Guernsey, dont le siège social est établi au 13 North Esplanade, St Peter Port, Guernsey, GY1 2LQ, immatriculée au registre de Guernsey (Guernsey Registry) sous le numéro 34355 (l'Associé Unique),

ici représenté par Peggy Simon, employé privé, dont l'adresse professionnelle est à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

(i) l'Associé Unique détient toutes les parts sociales de la Société;

(ii) la Société a été constituée le 23 octobre 2013, suivant un acte établi par Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) le 24 décembre 2013 numéro 3285. Depuis cette date, les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés à plusieurs reprises et le plus récemment le 13 mai 2014 suivant un acte établi par Maître Henri Beck, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial le 11 août 2014 numéro 2120;

(iii) les points soumis à décision sont les suivants:

a) présentation du projet commun de fusion transfrontalière (le Projet Commun de Fusion) prévoyant l'absorption par la Société de sa filiale en propriété exclusive, Red Valley (Luxembourg) 2 S.à r.l./B.V., une société à responsabilité limitée de droit Luxembourgeois, dont le siège social est établi au 51, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.364, et disposant d'un capital social de EUR 18.000 (la Société Absorbée et ensemble avec la Société, les Sociétés qui Fusionnent ou individuellement, une Société Fusionnant);

b) constatation que tous les documents requis par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ont été dûment mis à disposition au siège social de la Société pour consultation par l'associé de la Société au moins un mois avant la date des présentes résolutions;

c) approbation du Projet Commun de Fusion et décision d'effectuer la fusion par absorption par la Société de la Société Absorbée (la Fusion);

d) reconnaissance (i) que, d'un point de vue comptable, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été effectuées pour le compte de la Société à compter de la date de publication de l'acte documentant l'assemblée générale de l'associé de la Société approuvant la Fusion, et (ii) que la Fusion prendra effet (a) entre les Sociétés qui Fusionnent à la date des assemblées générales concordantes des associés des Sociétés qui Fusionnent approuvant la Fusion et (b) vis-à-vis des tiers après la publication de l'acte documentant l'assemblée générale de l'associé de la Société approuvant la Fusion tel que prévu aux articles 9 et 273ter de la Loi (la Date d'Effet);

e) reconnaissance et, dans la mesure du nécessaire, approbation de l'octroi de décharge entière aux gérants de la Société Absorbée pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs jusqu'à la Date d'Effet;

f) octroi de tous les pouvoirs à tout gérant de la Société ainsi qu'à tout employé ou avocat de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., agissant individuellement, avec plein pouvoir de substitution, pour exécuter tous documents et effectuer toutes actions et formalités nécessaires, appropriées, requises ou désirables en relation avec la Fusion; et

g) divers.

(iv) que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de reconnaître que le conseil de gérance de la Société lui a présenté le Projet Commun de Fusion daté du 13 novembre 2014, publié au Mémorial N° 3420 du 17 novembre 2014, en conformité avec l'article 262 de la Loi prévoyant l'absorption par la Société de la Société Absorbée, et à la suite de quoi la Fusion sera effectuée par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, sans restriction ou limitation aucune, à la Société.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de reconnaître qu'en vertu de la loi luxembourgeoise, la Fusion est considérée comme une fusion nationale (luxembourgeoise) impliquant deux sociétés régies par la loi luxembourgeoise, mais cependant, qu'en vertu de la double nationalité de la Société Absorbée, la Fusion est considérée, en vertu de la loi néerlandaise, comme une fusion transfrontalière et il reconnaît EN OUTRE, en conséquence de ce qui précède, que les dispositions de la Loi, relative aux fusions transfrontalières, s'appliquent à la Fusion.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide de reconnaître que le Projet Commun de Fusion, les comptes intérimaires des deux Sociétés qui Fusionnent datés du 12 novembre 2014, et les comptes annuels et rapports annuels (le cas échéant) des Sociétés qui Fusionnent pour les trois derniers exercices sociaux ont été dûment mis à disposition au siège social de la Société, pour consultation par l'associé au moins un mois avant la date des présentes résolutions, et que le certificat attestant du dépôt des dits documents, dûment signé par un mandataire autorisé de la Société, a été remis au notaire.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de reconnaître que l'associé unique de chacune des Sociétés qui Fusionnent a renoncé (i) aux obligations prévues à l'article 265 (1) de la Loi conformément à l'article 265 (3) de la Loi; et (ii) aux obligations prévues à l'article 265 (2) de la Loi conformément à l'article 265 (3) de la Loi.

#### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide d'approuver le Projet Commun de Fusion et de réaliser la Fusion par voie d'absorption par la Société de la Société Absorbée, conformément aux conditions détaillées dans le Projet Commun de Fusion.

L'Associé Unique reconnaît EN OUTRE (i) la dissolution sans liquidation de la Société Absorbée à la Date d'Effet par voie de transfert, à la valeur comptable, de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société, tel que prévu dans le Projet Commun de Fusion et (ii) l'annulation, en conséquence de la Fusion, des parts sociales détenues par la Société dans la Société Absorbée.

#### *Sixième résolution*

Suite à l'approbation de la Fusion par la Société Absorbée, l'Associé Unique reconnaît que la Fusion sera terminée et prendra effet:

- entre les Sociétés qui Fusionnent à la date des assemblées générales concordantes des associés des Sociétés qui Fusionnent approuvant la Fusion; et
- vis-à-vis des tiers à la date de publication du présent acte (la Date d'Effet) conformément à l'article 9 et l'article 273ter de la Loi.

L'Associé Unique reconnaît que, à des fins comptables, les opérations de la Société Absorbée seront traitées comme ayant été effectuées pour le compte de la Société à compter de la Date d'Effet.

#### *Septième résolution*

L'Associé Unique note que le mandat des gérants de la Société Absorbée prendra fin à la Date d'Effet et reconnaît EN OUTRE et dans la mesure du nécessaire, approuve et décide d'octroyer décharge pleine et entière aux gérants de la Société Absorbée pour l'exercice de leurs mandats respectifs jusqu'à la Date d'Effet.

#### *Huitième résolution*

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et autorise tout gérant de la Société et tout avocat ou employé de Loyens & Loeff Luxembourg S.à r.l., agissant individuellement comme agent de la Société, avec plein pouvoir de substitution, à exécuter tous documents et à accomplir toutes les actions et les formalités nécessaires, appropriées, requises ou souhaitables en relation avec la Fusion et avec les résolutions ci-dessus.

#### *Déclaration*

Le notaire instrumentant atteste, conformément à l'article 271 (2) de la Loi, qu'il a vérifié et certifié par la présente l'existence et la validité (i) des actes et formalités incombant à la Société dans le contexte de la Fusion et (ii) du Projet Commun de Fusion.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Et après lecture du présent acte à voix haute, le notaire le signe avec le mandataire de l'Associé Unique.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 19 décembre 2014. Relation: ECH/2014/2576. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.



POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 19 décembre 2014.

Référence de publication: 2014206613/213.

(140230329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

**DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5326 Contern, 5, rue Général Patton.

R.C.S. Luxembourg B 131.817.

In the year two thousand and fourteen, on the 16<sup>th</sup> of December.

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared

DuPont Products (Luxembourg) S.à r.l., a société à responsabilité limitée having its registered office at L-2984 Contern, Grand-Duchy of Luxembourg, and registered with the Registre du Commerce et des Sociétés in Luxembourg (the "RCS") under the number B 105 853 (the "Sole Shareholder"),

Being the Sole Shareholder of, and holding all fifty (50) shares in issue in, DuPont Hesperange (Luxembourg) S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at L-5326 Contern, 5, rue Général Patton, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the RCS under number B 131 817, incorporated on 31 August 2007 by deed of Me Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") number 2349 of 18 October 2007, the articles of association of which have not been amended,

Represented by Mr Paul Steffes, employee, residing in Hassel, Grand-Duché de Luxembourg, acting as manager of the Sole Shareholder.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record as follows:

I. The Sole Shareholder holds all the fifty (50) shares in issue in the Company, so that decisions can validly be taken on the items set forth below.

II. On 30 September 2014, the board of managers of the Company has approved the common draft terms of merger (the "Merger Proposal") established in accordance with Article 261 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Law"), and has confirmed the Company's interest in the merger through the absorption of its wholly owned subsidiary, DuPont Holdco Spain II S.L., a company incorporated and existing under the laws of Spain, having its registered office at calle Diagonal, 561, 08029, Barcelona, Spain, registered with the Commercial Registry of Barcelona, at Volume 34,143, Sheet 174, Page B-226587, with the Spanish Tax Identification Number B-62465117 (the "Absorbed Company" and together with the Company, the "Companies").

III. The Merger Proposal has been published in the Memorial number 2758 on 7 October 2014.

IV. The following documents have been made available to the Sole Shareholder (respectively the Company as sole shareholder of the Absorbed Company), in accordance with article 267 and 278 of the Law, at least one (1) month before the date of the present deed:

- (i) the Merger Proposal, including its Schedule(s);
- (ii) the annual accounts and the report (including the reports of the management bodies) of the Companies for the last three financial years, with an opinion and report of an auditor, if such opinion and report were prepared;
- (iii) the interim accounts of the Companies as of 31 August 2014;
- (iv) the reports of the management bodies of the Companies.
- (v) the articles of incorporation of the Absorbed Company in force duly attached to public deed or relevant agreements;
- (vi) the full contents of the articles of incorporation of the Absorbing Company;
- (vii) the identity of the managing bodies of the Companies, as well as the date on which they assumed their positions.

V. The items on which resolutions were to be passed were as follows:

1. Acknowledgement and approval of the Merger Proposal regarding the merger through the absorption of the Absorbed Company by the Company and approval of such merger, in accordance with article 261 and seq. of the Law (the "Merger");

2. Acknowledgement that the articles of association of the Company will not be subject to any amendments in connection with the Merger;

3. Acknowledgement and approval that no new shares will be issued by the Company in consideration of the transfer of all and any assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company, since the Company is the sole shareholder thereof;

4. Acknowledgement and approval of the date as from which the transactions of the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as being those of the Company.

Thereafter, the following resolutions were passed by the Sole Shareholder of the Company:

*First resolution*

The Sole Shareholder acknowledged and resolved to approve the Merger Proposal regarding the Merger through the absorption by the Company of the Absorbed Company.

The Sole Shareholder resolved to approve such Merger in accordance with the Merger Proposal without exception or reserve.

The Sole Shareholder noted that the Merger is realised by the transfer by the Absorbed Company following its dissolution without liquidation of any and all its assets and liabilities to the Company.

*Second resolution*

The Sole Shareholder acknowledged that the articles of association of the Company will not be subject to any amendments in connection with the Merger.

*Third resolution*

The Sole Shareholder acknowledged and resolved to approve that pursuant to article 278 of the Law providing for a simplified merger procedure, the Company being the sole shareholder of the Absorbed Company, no shares will be issued in consideration of the transfer of all and any assets and liabilities of the Absorbed Company to the Company.

*Fourth resolution*

The Sole Shareholder acknowledged and resolved to approve that the transactions of the Absorbed Company will be treated for accounting purposes as being those of the Company as from 15 December 2014.

*Statements*

The undersigned notary received and verified the certificate delivered by the Spanish competent authority stating in a satisfactory way the correct accomplishment of the prior deeds and formalities required under Spanish law for the part of the merger procedure relating to the Absorbed Company.

The undersigned notary verified and stated the existence and the legality of the deeds and formalities required from the Company under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg in view of the Merger.

The undersigned notary received the Merger Proposal approved by the Absorbed Company and stated that the Absorbed Company and the Company approved the Merger Proposal in the same terms.

The undersigned notary therefore stated that all deeds and formalities required for the Merger have been legally and validly accomplished.

*Expenses*

The costs, expenses, remuneration or changes in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of this Merger are estimated at approximately 6.700,-Eur.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the appearing party hereto, these minutes are drafted in English followed by a French translation and that in case of discrepancies between the English and French text, the English version will be prevailing.

Whereof, done in Luxembourg on the day before mentioned.

After reading these minutes, the appearing party signed together with the notary the present deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le seize décembre.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

**A comparu**

DuPont Products (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée ayant son siège social au L-2984 Contern, Grand-Duché de Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés («RCS») sous le numéro B 105 853 (l'«Associé Unique»),

Etant l'Associé Unique de et détenant toutes les cinquante (50) parts sociales émises par DuPonts Hesperange (Luxembourg) S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée et existante sous le droit du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au L-5326 Luxembourg, 5, rue du Général Patton, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite auprès du RCS de Luxembourg sous le numéro B 131 817, constituée le 31 août 2007 par un acte de Me Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié dans le Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 2349 du 18 octobre 2007. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés.

Représentée par M. Paul Steffes, employé, résidant à Hassel, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en sa qualité de gérant de l'Associé Unique.

L'Associé Unique a requis le notaire d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient toutes les cinquante (50) parts sociales émises par la Société de sorte que des décisions peuvent valablement être prises sur tous les points portés à l'ordre du jour tels qu'énoncés ci-dessous.

II. Le 30 septembre 2014, le conseil de gérance de la Société a approuvé le projet commun de fusion (le «Projet de Fusion») établi en conformité avec l'article 261 de la loi du 15 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'amendée (la «Loi») et a confirmé l'intérêt de la Société dans la fusion par l'absorption de sa filiale entièrement détenue par elle, DuPont Holdco Spain II S.L., une société constituée et existante sous le droit espagnol, ayant son siège social à calle Diagonal, 561, 08029, Barcelone, inscrite auprès du Registre de Commerce de Barcelone, sous le numéro B-62465117 (la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société les «Sociétés»).

III. Le Projet de Fusion a été publié au Mémorial numéro 2758 le 7 octobre 2014.

IV. Les documents suivants ont été mis à disposition de l'Associé Unique (respectivement de la Société en tant que associé unique de la Société Absorbée, en vertu des articles 267 et 268 de la Loi, au moins un (1) mois avant la date du présent acte:

- (i) le Projet de Fusion, y compris ses/son Annexe(s);
- (ii) les comptes annuels ainsi que les rapports (y compris les rapports de gestion) des trois derniers exercices des Sociétés, accompagnés d'un avis et d'un rapport d'expert, si cet avis et ce rapport ont été préparés;
- (iii) les comptes intérimaires des Sociétés au 31 août 2014;
- (iv) les rapports des organes de gestion des Sociétés;
- (v) les statuts en vigueur de la Société Absorbée dûment attaché à l'acte notarié ou les accords pertinents;
- (vi) le contenu intégral des statuts de la Société Absorbante;
- (vii) l'identité des organes de gestion des Sociétés, ainsi que la date à laquelle ils ont exercé leur fonction.

V. Les points sur lesquels des résolutions devaient être passées étaient les suivants:

1. Reconnaissance et approbation du Projet de Fusion relatif à la fusion par l'absorption de la Société Absorbée par la Société et approbation de cette fusion, conformément aux articles 261 et suiv. de la Loi (la «Fusion»);
2. Reconnaissance du fait que les statuts de la Société ne feront pas l'objet de changements en relation avec la Fusion;
3. Reconnaissance et approbation du fait qu'aucune nouvelle part sociale ne sera émise par la Société en contrepartie du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société, dans la mesure où la Société est l'associé unique de cette dernière;
4. Reconnaissance et approbation de la date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront traitées, d'un point de vue comptable, comme étant celles de la Société.

Ensuite, les résolutions suivantes ont été prises par l'Associé Unique de la Société:

#### *Première résolution*

L'Associé Unique a reconnu et a décidé d'approuver le Projet de Fusion relatif à la Fusion par l'absorption de la Société Absorbée par la Société.

L'Associé Unique a décidé d'approuver cette Fusion en conformité avec le Projet de Fusion sans exception ni réserve.

L'Associé Unique a noté que la Fusion est réalisée par le transfert par la Société Absorbée, à la suite de sa dissolution sans liquidation, de l'ensemble de ses actifs et passifs à la Société.

#### *Deuxième résolution*

L'Associé Unique a reconnu que les statuts de la Société ne feront pas l'objet de changements en relation avec la Fusion.

#### *Troisième résolution*

L'Associé Unique a reconnu et a décidé d'approuver conformément à l'article 278 de la Loi prévoyant une procédure de fusion simplifiée, la Société étant l'actionnaire unique de la Société Absorbée, le fait qu'aucune nouvelle part sociale ne sera émise en contrepartie du transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée à la Société.

#### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique a reconnu et décidé d'approuver que les opérations de la Société Absorbée seront traitées, d'un point de vue comptable, comme étant celles de la Société à partir du 15 décembre 2014.

#### *Constatations*

Le notaire soussigné a reçu et vérifié le certificat délivré par l'autorité espagnole compétente attestant d'une manière concluante l'accomplissement correct des actes et formalités préalables à la Fusion requis par le droit espagnol pour la partie de la procédure de fusion relative à la Société Absorbée.

Le notaire soussigné a vérifié et a constaté l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg en vue de la Fusion.

Le notaire soussigné a reçu le Projet de Fusion approuvé par la Société Absorbée et a constaté que la Société Absorbée et la Société ont approuvé le Projet de Fusion dans les mêmes termes.

Le notaire soussigné a dès lors constaté que tous les actes et formalités préalables à la Fusion ont été légalement et valablement remplis.

#### Dépenses

Les coûts, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison de cette fusion sont estimés à approximativement 6.700.-Eur.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande de la partie comparante, le présent procès-verbal est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite, le mandataire signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: STEFFES, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17/12/2014. Relation: EAC/2014/17462. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 18/12/2014.

Référence de publication: 2014204075/176.

(140227287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 décembre 2014.

### **Crystal Carmine S.A., Société Anonyme.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 150.125.

In the year two thousand and fourteen, on the ninth of December.

Before Us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of the public limited liability company "Crystal Carmine S.A.", established and having its registered office in L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 150 125, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on the 4<sup>th</sup> of December 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 140 of the 22<sup>nd</sup> of January 2010.

The meeting is presided by Annick Braquet, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Arlette Siebenaler, with professional address in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

A) That the agenda of the Meeting is the following:

#### Agenda:

1. Dissolution of the Company and decision to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire);
2. Appointment of Mr David Peterzan, as liquidator (liquidateur) in relation to the voluntary liquidation of the Company (the Liquidator);
3. Determination of the powers of the Liquidator and determination of the liquidation procedure of the Company;
4. Discharge to the Directors and to the Statutory Auditor of the Company for the performance of their respective mandates;
5. Miscellaneous.

B) That the shareholders, present or represented, as well as the number of their shares held by them, are shown on an attendance list; which attendance list, after having been signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the officiating notary, shall remain annexed to the present deed in order to be recorded with it.

C) That the proxies of the represented shareholders, signed "ne varietur" by the members of the board of the meeting and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

D) As it appears from the attendance list, the totality of the shares are present or represented at the present extraordinary general meeting, so that the Meeting is, regularly constituted

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same has taken unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting decides, with immediate effect, to dissolve the Company and to put it into voluntary liquidation (liquidation volontaire).

*Second resolution*

The Meeting decides to appoint Mr David Peterzan, born in Strawberry Hill, United Kingdom, on the 28<sup>rd</sup> of May 1959, residing at 51 Albert Drive, London SW19 6LA, United Kingdom, as liquidator (the "Liquidator") (liquidateur) of the Company.

*Third resolution*

The Meeting decides to confer to the Liquidator the broadest powers as set out in articles 144 and following of the coordinated law on commercial companies of 10 August 1915 (the "Law").

The Meeting also decides to instruct the Liquidator, to the best of his abilities and with regard to the circumstances, to realise all the assets and to pay the debts of the Company.

The Meeting further resolves that the Liquidator shall be entitled to execute all deeds and carry out all operations in the name of the Company, including those referred to in article 145 of the Law, without the prior authorisation of the general meeting of the Shareholders. The Liquidator may delegate his powers for specific defined operations or tasks to one or several persons or entities, although he will retain sole responsibility for the operations and tasks so delegated.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator, on behalf of the Company in liquidation, to execute, deliver, and perform the obligations under, any agreement or document which is required for the liquidation of the Company and the disposal of its assets.

The Meeting further resolves to empower and authorise the Liquidator to make, in his sole discretion, advance payments in cash or in kind of the liquidation proceeds (boni de liquidation) to the Sole Shareholder of the Company, in accordance with article 148 of the Law.

*Fourth resolution*

The Meeting decides to grant a full discharge to the sole manager for the performance of its mandate until the date hereof.

The Meeting decides to acknowledge, approve, ratify and adopt as the actions of the Company the actions taken by the sole manager of the Company for the period beginning at the date of the incorporation of the Company and ending at the date hereof, to waive any claim which the Company may have against the sole manager of the Company arising as a result of its management of the Company, and to grant it discharge for the accomplishment of its mandate until the date hereof.

Nothing further being on the agenda and no one asking to speak, the Chairman then has adjourned the Meeting.

*Costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately EUR 1,200.-

*Statement*

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by their names, first names, civil status and residences, the said appearing persons signed together with Us the notary the present deed.

**Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatorze, le neuf décembre.

Pardevant nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires de la société anonyme "Crystal Carmine S.A.", établie et ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2-8, Avenue Charles de Gaulle, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 150 125, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le

notaire instrumentant en date du 4 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 140 du 22 janvier 2010.

L'assemblée est présidée par Annick Braquet, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Arlette Siebenaler, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

A) Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. Dissolution de la Société et décision de mettre la Société en liquidation volontaire;
2. Nomination de Monsieur David Peterzan en tant que liquidateur en vue de la liquidation volontaire de la Société (le Liquidateur);
3. Détermination des pouvoirs du Liquidateur et détermination de la procédure de mise en liquidation de la Société;
4. Décharge accordée aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes de la Société pour l'exercice de leurs mandats respectifs;
5. Divers.

B) Que les actionnaires, présents ou représentés, ainsi que le nombre d'actions possédées par eux-mêmes, sont portés sur une liste de présence; laquelle liste de présence, après avoir été signée par le mandataire des actionnaires représentés, les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte afin d'être enregistrées avec lui.

C) Que les procurations des actionnaires représentées, signées "ne varietur" par les membres du bureau de l'assemblée et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

D) Qu'il apparaît de cette liste de présence que la totalité des actions est représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'Assemblée est régulièrement constituée

E) Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les objets portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'Assemblée, cette dernière a pris unanimement les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Assemblée décide, avec effet immédiat, de dissoudre la Société et de la mettre en liquidation volontaire.

*Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de nommer Monsieur David Peterzan né à Strawberry Hill, Royaume-Uni, le 28 mai 1959, demeurant au 51 Albert Drive, Londres SW19 6LA, Royaume-Uni comme liquidateur (le «Liquidateur») de la Société.

*Troisième résolution*

L'Assemblée décide de conférer au Liquidateur les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 144 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi").

L'Assemblée décide également d'instruire le Liquidateur, dans la limite de ses capacités et selon les circonstances, afin qu'il réalise l'ensemble des actifs et solde les dettes de la Société.

L'Assemblée décide que le Liquidateur sera autorisé à signer tous actes et effectuer toutes opérations au nom de la Société, y compris les actes et opérations stipulés dans l'article 145 de la Loi, sans autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires. Le Liquidateur pourra déléguer ses pouvoirs pour des opérations spécifiques ou d'autres tâches à une ou plusieurs personnes ou entités, tout en conservant seul la responsabilité des opérations et tâches ainsi déléguées.

L'Assemblée décide également de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur, pour le compte de la Société en liquidation, afin qu'il exécute, délivre, et effectue toutes obligations relatives à tout contrat ou document requis pour la liquidation de la Société et à la liquidation de ses actifs.

L'Assemblée décide en outre de conférer pouvoir et autorité au Liquidateur afin d'effectuer, à sa discrétion, tous versements d'avances en numéraire ou en nature des boni de liquidation aux actionnaires de la Société, conformément à l'article 148 de la Loi.

*Quatrième résolution*

L'Assemblée décide d'accorder décharge au Gérant unique de la Société pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date des présentes.

L'Assemblée décide de reconnaître, approuver, ratifier et reprendre au compte de la Société tous les actes pris par le gérant unique de la Société pour la période débutant à la date de constitution de la Société et se terminant à ce jour. L'assemblée renonce à son droit d'exercer tout recours à l'encontre du gérant unique pour tout acte accompli dans le cadre de son mandat et lui accorde décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président a ensuite ajourné l'Assemblée.



192095

*Frais*

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève approximativement à EUR 1.200.-

*Déclaration*

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connu du notaire par leurs noms, prénoms, états civils et domiciles, lesdits comparants ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 décembre 2014. Relation: LAC/2014/60103. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 22 décembre 2014.

Référence de publication: 2014205348/156.

(140229707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 décembre 2014.

---

**Santana S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 183.529.

L'an deux mille quatorze, le vingt novembre.

Pardevant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme SANTANA S.A., S.P.F., avec siège social à Luxembourg, constituée suivant acte notarié en date du 23 décembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 609 du 7 mars 2014.

La séance est ouverte sous la présidence de Madame Sabine SOLHEID, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Claudine HAAG, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Annette SCHROEDER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1.- Décision sur la mise en liquidation de la société.

2.- Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide la dissolution de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur:

Monsieur Jacques RECKINGER, maître en droit, avec adresse professionnelle à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, né à Luxembourg, le 14 mars 1965

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilèges, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, les comparants ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: S. SOLHEID, C. HAAG, A. SCHROEDER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 novembre 2014. Relation: LAC/2014/56517. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195468/56.

(140218353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**MBG Luxco S.a.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 4.230.000,00.**

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 170.350.

1 Il résulte des résolutions de l'associé unique de la Société datées du 20 octobre 2014 que Mme Esbelta de Freitas a démissionné du poste de gérante de classe B de la Société avec effet au 20 octobre 2014.

2. Il résulte de ces mêmes résolutions datées du 20 octobre 2014 que M. Pierre Crasquin, né le 24 septembre 1975 à Lille, France, résidant professionnellement à 66, Boulevard Napoléon 1<sup>er</sup>, L-2210 Luxembourg, a été nommé au poste de gérant de classe B de la Société avec effet au 20 octobre 2014 et pour une durée indéterminée.

En conséquence, le conseil de gérance au 20 octobre 2014 est composé comme suit:

- M. Jose Antonio Perez Helguera, gérant de classe A;
- M. Hector Armando Fernandez Rousselon, gérant de classe A;
- M. Martin Alejandro Martinez Altamirano, gérant de classe A;
- M. Daniel Boone, gérant de classe B; et
- M. Pierre Crasquin, gérant de classe B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195228/21.

(140217338) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---

**NW Europe Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 162.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 160.476.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 décembre 2014.

Référence de publication: 2014195276/10.

(140217506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 décembre 2014.

---